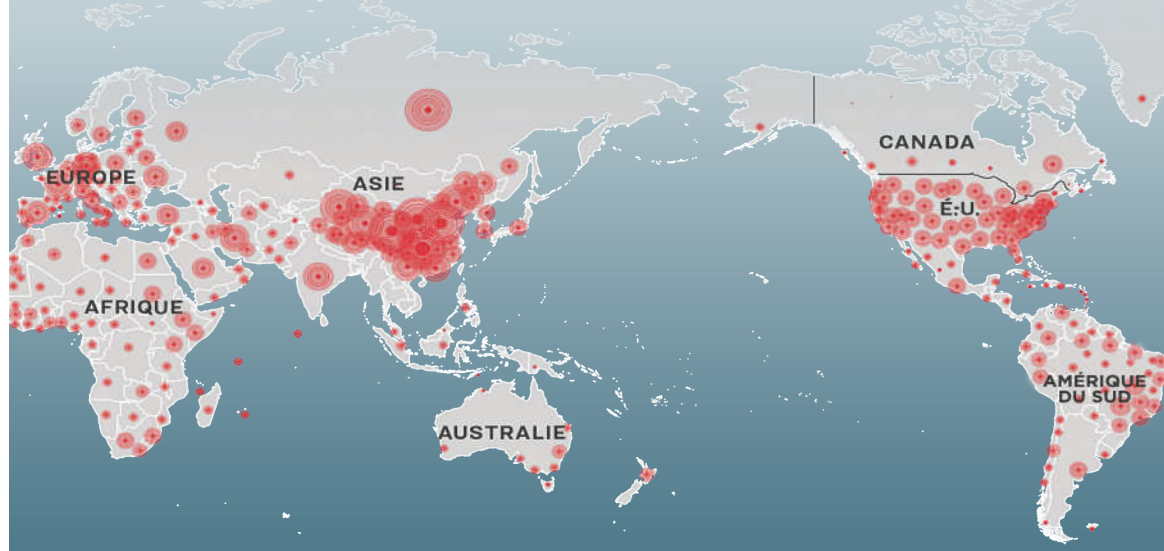


2^E COUVERTURE EXCLUSIVE DU VIRUS DU PCC

Comment le Parti communiste chinois met le Canada en danger et le monde

La dissimulation du coronavirus par le régime de Pékin a conduit à une pandémie mortelle qui continue de menacer les citoyens chinois, les Canadiens et le monde entier. Que s'est-il réellement passé, quelles leçons pouvons-nous en tirer et comment être plus résilients ?

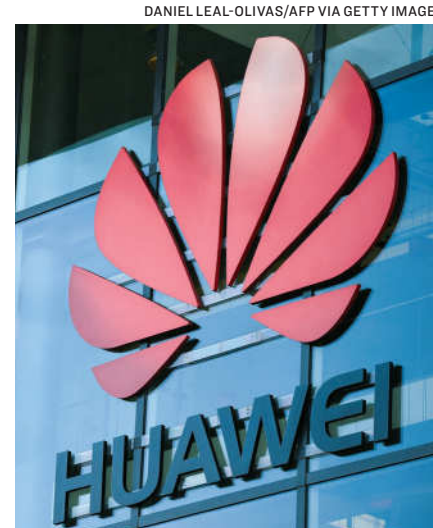
SUITE À L'INTÉRIEUR ▶



LINTAO ZHANG/GETTY IMAGES

Exclusif : Pékin savait que le virus était contagieux, mais s'est tu pendant des semaines

Page 2



DANIEL LEAL-OLIVAS/AFP VIA GETTY IMAGES

Huit façons par lesquelles le régime chinois affecte la vie des Canadiens

Page 6



TIMOTHY A. CLARY/AFP VIA GETTY IMAGES

Comment le Canada a aidé la Chine à devenir ce qu'elle est aujourd'hui

Page 10



NAOHIKO HATTA - POOL/GETTY IMAGES

La subversion de l'OMS par Pékin a sapé la réponse mondiale à la pandémie

Page 4



SAM MOOY/GETTY IMAGES

L'Australie a bénéficié de son approche proactive face au régime chinois

Page 14



THE CANADIAN PRESS/SEAN KILPATRICK

La pandémie est un symptôme de la « culture de corruption et de criminalité » de Pékin

Page 13

ÉDITION SPÉCIALE

Note de la rédaction : Pourquoi je reçois ce journal ?



J'espère que vous et vos proches vous portez bien.

Plus d'un mois s'est écoulé depuis notre dernière édition spéciale.

Nous avons été honorés de la réaction de nos lecteurs; un lecteur a même jugé le contenu si pertinent qu'il en a commandé 100 exemplaires pour ses collègues.

Nous espérons que cette nouvelle édition spéciale aidera les Canadiens à voir plus clairement la vraie nature du Parti communiste chinois (PCC) et à éviter d'être victime de sa tromperie – la même qui a permis au coronavirus de se propager dans le monde entier.

Pour moi, une sino-canadienne ayant fui la Chine communiste, cette période de l'année me rappelle toujours la quête de liberté du peuple chinois.

J'étudiais à Pékin en juin 1989 lorsque l'espoir était dans l'air et que les jeunes gens rêvaient de voir la démocratie s'installer dans la nation la plus peuplée du monde. Au lieu de cela, le massacre de la place Tiananmen a eu lieu, faisant des milliers de victimes et anéantissant les rêves de libération de la répression communiste.

Je n'oublierai jamais à quel point les médias d'État ont diffusé jour et nuit leur propagande, vilipendant les étudiants et les autres manifestants, et martelant le cerveau des Chinois pour qu'ils y croient. Mes espoirs de jeune citoyenne chinoise souhaitant vivre une vie honnête se sont évanouis.

Plus tard, avec 200 dollars en poche, j'ai quitté ma famille et mes amis en Chine pour commencer une nouvelle vie au Canada.

Le Canada m'a guérie. J'ai complété mes études supérieures à l'Université d'Ottawa et travaillé comme ingénieure pour une fière entreprise de télécommunications canadienne.

Toutefois, des années plus tard, je me suis rendu compte que l'ombre du PCC ne m'avait pas quittée. Elle s'était introduite au Canada et profitait de la bienveillance des Canadiens.

Elle vole notre technologie, corrompt nos systèmes (politiques, économiques, universitaires, etc.) et érode progressivement nos valeurs et notre richesse.

Par exemple, Nortel Networks, qui faisait des envieux dans le monde entier, s'est effondrée, notamment à la suite de nombreuses années de vol de technologies par les pirates informatiques du régime communiste chinois. L'ex-conseiller principal en sécurité de l'entreprise estime que le géant chinois des télécommunications Huawei en a été le principal bénéficiaire.

J'ai ensuite rejoint *Epoch Times* et j'ai trouvé ma nouvelle vocation. Notre média a été créé par des immigrants chinois en Amérique du Nord qui ont fui le régime communiste.

En tant que spécialiste des nouvelles véridiques et non censurées sur la Chine, nous avons révélé certaines des plus importantes nouvelles des 20 dernières années.

Lors de l'écllosion du SRAS au Canada qui a fait 44 victimes, *Epoch Times* a été l'un des premiers médias à dénoncer la dissimulation de l'épidémie par le PCC. Pour cela, nous avons été honorés d'un prix national de journalisme.

Lorsque des Canadiens sans méfiance ont attribué la disparition de Nortel à divers pièges commerciaux communs, *Epoch Times* a mis en

garde contre la main invisible du PCC.

Il est important de ne pas confondre le Parti communiste chinois avec la Chine et le peuple chinois, comme je l'ai fait autrefois, et de ne pas hésiter à exiger des comptes pour ses crimes. Le PCC est une tyrannie dirigée par une élite d'une brutalité implacable. La grande majorité du peuple chinois est lucide sur ce qu'est le régime communiste et aspire également aux droits et libertés que tout être humain mérite.

Les Canadiens ne doivent pas croire que le PCC est un partenaire étranger lointain et inoffensif. Le but du régime est d'infiltrer et de déstabiliser, de contrôler et de conquérir. Il vise le Canada de toutes les manières possibles.

Cette édition spéciale présente des informations que vous devez connaître et offre une perspective qui n'est pas disponible dans d'autres journaux. Grâce à notre connaissance du PCC, nous avons pu être en avance dans nos reportages sur l'épidémie de coronavirus.

Cette édition spéciale met en évidence l'urgence de comprendre le régime chinois – une expertise que nous sommes les seuls à pouvoir fournir.

Les mensonges tuent, la vérité sauve. Lisez *Epoch Times* pour obtenir les informations essentielles qui vous permettront de naviguer avec force et lucidité à travers cette pandémie. Avec une pensée claire et un esprit fort, nous traverserons cette épreuve ensemble, fiers et résilients.

Avec Vérité et Tradition,

Cindy Gu
Éditrice
Epoch Times Canada



LISEZ CE QUE D'AUTRES NE RAPPORTENT PAS

Le journal indépendant d'Amérique du Nord
connaissant la plus rapide croissance
vous offre : VÉRITÉ et TRADITION

THE EPOCH TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

À la page 11, une offre spéciale !

Publié dans
35 pays et 23 langues.

À PROPOS DE NOUS

Epoch Times est une organisation médiatique dédiée à la recherche de la vérité par un journalisme perspicace et indépendant.

Hors d'intérêt politique et de recherche du profit, notre point de départ et notre but sont de créer un média qui puisse bénéficier au public et être véritablement responsable envers la société.

Nous nous efforçons d'éduquer les lecteurs sur les sujets actuels les plus importants, en cherchant à élargir et élever les esprits. Nous croyons qu'un débat rationnel, équilibré est essentiel pour favoriser une démocratie saine et une société compatissante.

En tant que média indépendant, nous utilisons notre liberté pour enquêter sur des questions négligées – ou évitées – par d'autres médias. Nous misons sur la recherche de solutions et sur ce qui est bon dans la société, plutôt que sur ce qui nous divise.

Nous nous opposons à la destruction causée par le communisme, y compris les dommages infligés par ce dernier aux cultures du monde entier.

Nous sommes inspirés à faire cela sur la base de notre propre expérience. Epoch Times a été fondé en 2000 pour apporter des nouvelles honnêtes et non censurées aux personnes opprimées par les mensonges et la violence dans la Chine communiste.

Nous continuons de croire que le journalisme est une vocation noble, mais seulement lorsqu'il cherche véritablement à servir la communauté et à favoriser son épanouissement. Dans tout ce que nous faisons, nous nous tiendrons aux plus hauts standards d'intégrité.

Ceci est notre promesse.

DIRECTION

Cindy Gu, éditrice
Jason Loftus, éditeur adjoint

RÉDACTEURS

Matthew Little, Cindy Chan,
Joan Delaney, Omid Ghoreishi,
Rahul Vaidyanath, Justina Wheale,
Chrissy Trudeau et Sandra Shields.

Écrire à la rédaction :

letters_ca@epochtimes.com

Commentaires :

newsdesk@epochtimes.com

ÉDITIONS

Toronto
344, rue Consumers
Toronto ON M2J 1P8
Téléphone : 416 298-1933

Vancouver
Téléphone : 604 438-8183

Ottawa
Téléphone : 613 820-2580

Edmonton
Téléphone : 780 428-8657

Calgary
Téléphone : 403 250-5942

Montréal
Téléphone : 514 931-0151

ABONNEMENTS

Téléphone : 1 800 766-0157
Visitez : ReadEpoch.ca

fr.TheEpochTimes.com

Pourquoi le virus du PCC

La dissimulation de l'épidémie par le Parti communiste chinois (PCC) a causé la mort de centaines de milliers de personnes dans le monde et a paralysé les économies. Afin de placer la responsabilité de cette tragédie là où il se doit, nous utilisons le nom de « virus du PCC ». Ainsi, nous distinguons le PCC du peuple chinois, qui a le plus souffert, y compris lors de cette pandémie, des agissements du PCC.

Consultez nos éditions spéciales en ligne

Pour obtenir une copie PDF gratuite de cette édition spéciale et de la précédente, visitez ept.ms/virusreport ou numérisez le code ci-dessous.



Des policiers patrouillent à Pékin en janvier 2020.

EXCLUSIF

Pékin savait que le virus était contagieux mais s'est tu pendant des semaines

Des documents internes montrent que le régime chinois a caché au public des informations cruciales sur le virus

FRANK FANG
THE EPOCH TIMES

Une série de documents internes du gouvernement chinois à l'intention des laboratoires de recherche, obtenus par *Epoch Times*, révèle que Pékin a émis des directives sur la façon d'étudier le virus du PCC et que son potentiel de propagation d'humain à humain était connu des semaines avant d'être divulgué publiquement.

Le virus du PCC (Parti communiste chinois) – communément appelé le nouveau coronavirus et rebaptisé ainsi par *Epoch Times* en raison de la mauvaise gestion de l'épidémie par le régime, ce qui a conduit à sa propagation dans le monde entier – a fait son apparition dans la ville de Wuhan, dans le centre de la Chine, à la fin de l'année 2019.

Le 20 janvier, la Chine a officiellement confirmé la transmission interhumaine du virus, annonce faite par le grand spécialiste des maladies respiratoires Zhong Nanshan.

Cependant, selon des documents internes portant sur les directives de biosécurité à l'intention des laboratoires de recherche, obtenus par *Epoch Times*, le régime a émis des directives sur la façon d'étudier le virus dès le 3 janvier.

Selon un autre ensemble de directives internes obtenues par *Epoch Times*, les responsables chinois de la santé élaboraient également des plans de gestion interne pour lutter contre la propagation du virus, bien que publiquement, ils en minimisaient les risques.

Les médias ont rapporté que, début janvier, les autorités chinoises ont ordonné à une société de génomique de stopper l'analyse des échantillons et ont différé l'annonce au public comme quoi la cartographie de l'ensemble du génome avait été faite.

Les documents divulgués sont révélateurs de l'étendue de la dissimulation : des semaines avant le 20 janvier, les responsables étaient au fait des dangers du virus et ont interdit aux laboratoires de divulguer toute recherche qui y était liée, alors qu'au même moment, les autorités centrales donnaient secrètement des directives aux gouvernements régionaux sur la manière dont les hôpitaux devaient répondre à la flambée de l'épidémie.

« Épidémie soudaine et majeure »

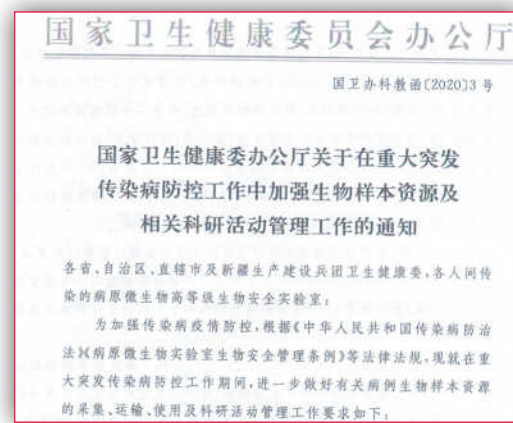
Le 3 janvier, la Commission nationale de la santé de la Chine a publié un avis officiel à toutes les commissions régionales de la santé ainsi qu'aux laboratoires de biosécurité de haut niveau « susceptibles d'être en contact avec des microorganismes pathogènes infectieux pour les humains ».

Avec la mention « ne pas divulguer », la note de service établit des lignes directrices visant à renforcer la gestion des échantillons biologiques et des activités de recherche au sujet de « la prévention et le contrôle d'une flambée soudaine et majeure de maladies infectieuses ».

Cependant, aucune maladie n'était spécifiée. Le document, publié quelques jours après le 31 décembre, date à laquelle les autorités de Wuhan ont confirmé publiquement l'éclatement du virus, spécifiait que les échantillons biologiques des patients devaient inclure des échantillons de sang, de liquides respiratoires, d'urine et de selles.

Les agences sous la supervision des commissions provinciales de la santé ont également été « interdites de fournir des échantillons biologiques, des agents pathogènes et des échantillons de culture à tout autre institut ou individu ».

En outre, il a été déclaré que lors de la propagation de maladies infectieuses, les agences et les individus n'ont pas la permission de pu-



Une copie du document transmis par la Commission nationale de la santé de Chine le 3 janvier 2020

TRANSMIS À EPOCH TIMES

blier sans autorisation des informations ou des recherches.

Dans un autre document classifié portant sur la biosécurité des laboratoires publié le 14 janvier, la commission de la santé du district de Changping, dans la capitale Pékin, a déclaré qu'elle partageait des directives en provenance de la commission municipale de la santé de Pékin sur « la prévention et le contrôle d'une épidémie soudaine et majeure de maladies infectieuses ».

La commission de Pékin a demandé aux laboratoires de microbiologie pathogène de la ville, incluant ceux des instituts de santé, des instituts de contrôle des maladies, des instituts d'analyse par tierce partie, des services douaniers et des entreprises étudiant les micro-organismes pathogènes, de procéder à des auto-évaluations les 15 et 16 janvier, les responsables de la santé devant procéder à des inspections aléatoires des installations du 17 au 20 janvier.

La dangerosité du virus était connue

Le 16 janvier, la Commission nationale chinoise de la santé a publié un avis interne intitulé « Lignes directrices sur la biosécurité des nouveaux coronavirus en laboratoire » à l'intention des commissions régionales de la santé et des centres de prévention et de contrôle des maladies sur la façon d'étudier le virus.

Ces lignes directrices montrent que les autorités sanitaires chinoises savaient que le virus présentait des risques élevés. Par exemple, les chercheurs de laboratoire ont reçu l'instruction d'utiliser un équipement de protection conforme au niveau 3 de biosécurité des laboratoires lors de la manipulation d'échantillons non cultivés (les échantillons non cultivés ne contiennent que le micro-organisme, par opposition à un échantillon cultivé, où l'agent pathogène est placé dans une culture de laboratoire pour qu'il puisse se développer).

Le niveau 3 est le deuxième niveau de biosécurité le plus élevé des laboratoires étudiant les agents pathogènes dangereux, le niveau 4 étant le plus élevé.

Le niveau de biosécurité 3 est couramment utilisé pour les travaux de recherche et les diagnostics impliquant divers microbes qui peuvent être transmis par aérosols et/ou provoquer des maladies graves, comme le coronavirus du SRAS et le coronavirus MERS (Syndrome respiratoire du Moyen-Orient).

En outre, le personnel a reçu l'instruction de suivre une formation et de se munir d'un équipement de protection pour manipuler les déchets provenant de ces laboratoires.

Avis « très urgent » aux hôpitaux sur les mesures de prévention

À peu près au même moment, les autorités sanitaires donnaient des instructions aux

hôpitaux et aux établissements locaux sur la manière de réagir à une nouvelle forme de pneumonie se propageant parmi les patients.

Le 15 janvier, la commission régionale de la santé de la Mongolie-Intérieure, au nord de la Chine, a publié un avis « très urgent » à l'intention de ses homologues municipaux, indiquant que la Commission nationale de la santé avait mis en place des mesures de traitement et de prévention pour les agences sanitaires locales afin de faire face à la nouvelle maladie.

Il a été demandé aux responsables des hôpitaux de prendre des mesures pour empêcher la maladie de se propager à l'intérieur de leurs installations et de former le personnel à cet effet. Les administrateurs ont reçu l'instruction de mettre en place des cliniques pour la fièvre et de « présélectionner, et trier » toute personne souffrant de fièvre afin de déterminer le degré d'urgence du traitement des patients.

Les hôpitaux ont également été invités à mettre en place des équipes spéciales de traitement incluant des experts en maladies infectieuses, selon l'avis.

Cela montre que, dès le 15 janvier, les commissions sanitaires locales étaient au fait des mesures de prévention liées au virus. Or, ce jour même, la commission de la santé de Wuhan a publié un « risque d'infection interhumaine faible » sur son site web.

Le 18 janvier, la Commission nationale chinoise de la santé a publié un document intitulé « Diagnostic et plan de traitement pour le nouveau coronavirus », indiquant que les cas signalés depuis décembre 2019 dans les hôpitaux de Wuhan étaient confirmés comme étant « une maladie infectieuse respiratoire aiguë causée par un nouveau coronavirus ».

Il était également indiqué que le personnel médical des services hospitaliers traitant les patients souffrant de fièvre, de problèmes respiratoires et de maladies infectieuses devait porter un masque chirurgical, des lunettes de protection et des vêtements de protection à usage unique.

Malgré ces instructions montrant que les autorités centrales savaient que le virus pouvait se propager au sein du personnel médical, un haut responsable de la santé de Wuhan répondant aux questions des journalistes a déclaré le 19 janvier qu'il ne pouvait « exclure » la transmission interhumaine, « mais que le risque était plutôt faible ».

Le lendemain, l'expert en maladies respiratoires Zhong Nanshan reconnaissait publiquement que le virus pouvait se propager.

Un récent rapport de l'Associated Press, citant également une série de notes internes, a également constaté que Pékin avait été informé de la transmissibilité du virus six jours avant l'annonce du 20 janvier. Le 23 janvier, Wuhan a été mise en confinement, aucun voyage à destination ou en provenance de la ville n'étant autorisé en Chine. Or, les voyages internationaux étaient autorisés de Wuhan vers le reste du monde.

Au même moment, Pékin a mobilisé les organisations affiliées à son Département de travail du Front uni, dont celles du Canada, pour acheter de grandes quantités d'équipements de protection individuelle et les expédier en Chine. Entre la fin janvier et la fin février, environ 2,5 milliards de pièces d'équipements de protection individuelle ont été expédiées en Chine, selon les données du gouvernement chinois. Entre-temps, le Canada et d'autres pays ont souffert d'une pénurie de ces équipements de protection.

Fuite de documents

Selon Pékin, toutes les données liées au virus sont des secrets d'État

NICOLE HAO
THE EPOCH TIMES

Les autorités chinoises traitent toutes les informations liées au virus du PCC comme des « secrets d'État » et ont interdit aux fonctionnaires de révéler ces données au public, selon des documents classifiés du gouvernement chinois récemment obtenus par *Epoch Times*.

Un document du gouvernement de la ville de Nanning, dans la région du Guangxi, dans le sud-ouest de la Chine, daté du 13 février et portant la mention « classifié », a défini des exigences à l'intention du personnel des gouvernements du district et du canton de Nanning pour faire face à l'épidémie.

Un autre document, de la province du Heilongjiang, dans le nord de la Chine, mentionne que les documents relatifs à la pandémie doivent être traités comme top secret, laissant présager que d'autres gouvernements locaux en Chine ont reçu des avis similaires.

« Pendant la période de lutte contre le virus, tous les types de documents urgents, d'avis urgents [...] les informations internes sensibles liées à la lutte contre le virus et toute information dont la divulgation au public n'a pas été approuvée par les dirigeants [du gouvernement] » sont considérés comme des secrets d'État, selon le document de Nanning.

Les « secrets d'État » liés à la pandémie sont protégés par la « loi sur la protection des secrets d'État » qui a été publiée le 29 avril 2010, a indiqué le gouvernement de la ville.

Bien que le document n'explique pas la raison pour laquelle



Un membre du personnel médical dans une salle d'isolement de l'hôpital de la Croix-Rouge à Wuhan, en Chine, le 10 mars 2020.

Les « secrets d'État » liés à la pandémie sont protégés par la « loi sur la protection des secrets d'État », a déclaré le gouvernement de la ville de Nanning.

les informations relatives à la pandémie sont classées comme des « secrets d'État », il fournit des détails sur la manière de garder ces informations confidentielles. Les fonctionnaires ont reçu pour instruction de préparer, d'éditer et de sauvegarder les « secrets d'État » liés aux virus uniquement sur des ordinateurs ou des téléphones portables qui ne sont pas connectés à Internet.

Les documents contenaient également des instructions précisant que les documents liés aux virus ne peuvent être transférés que par courrier postal et qu'il est interdit à tout le personnel de prendre des photos des docu-

ments et de les partager.

En outre, les fonctionnaires ne sont pas autorisés à partager ces informations lors d'appels téléphoniques, par SMS ou par tout autre moyen de communication ayant recours à Internet ; il leur est également interdit de mentionner ces informations à leur domicile.

En outre, il est interdit aux fonctionnaires d'apporter des documents liés à des virus, des ordinateurs connexes, des disques durs externes et d'autres supports de stockage mobiles à leur domicile ou dans des lieux publics.

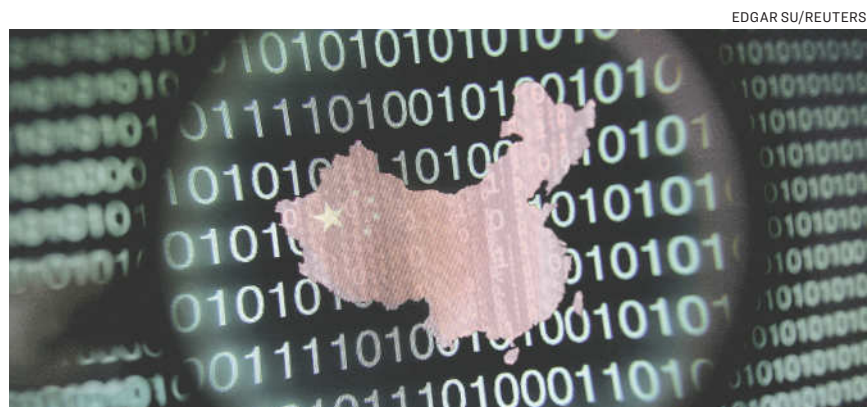
Tous les documents connexes doivent être traités dans les bu-

reaux du gouvernement, avec les fenêtres fermées; si une fenêtre doit être ouverte, les fonctionnaires doivent faire plus attention à la sécurité, selon l'avis. Lors des réunions liées à la pandémie organisées par le gouvernement, le personnel doit également garder toutes les fenêtres fermées. Si la réunion se prolonge et que les participants ont besoin d'air frais, le personnel peut ouvrir les fenêtres, mais doit s'assurer qu'il n'y a pas de fuite d'informations, a indiqué le document.

Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement, aucun membre du personnel médical dans les hôpitaux ou personnel apparenté n'est autorisé à accepter des interviews des médias sans une autorisation du gouvernement de la ville. Toute information dont la diffusion publique a été approuvée doit être publiée, conformément aux ordres du gouvernement de la ville.

Le manque de transparence des autorités chinoises concernant l'épidémie a été documenté dans un article précédent d'*Epoch Times*. Dans les premières phases de l'épidémie, le régime communiste chinois a publiquement minimisé le risque de transmission interhumaine, alors que des documents internes du gouvernement ont montré qu'au même moment les autorités faisaient des pieds et des mains pour empêcher le virus de se propager.

Les autorités locales ont également systématiquement sous-déclaré les cas d'infection, conservant des comptes internes de résultats de diagnostic qui diffèrent des données officiellement publiées.



EDGAR SU/REUTERS

Bien que l'utilisation de Twitter soit interdite aux citoyens chinois, des robots ont envahi la plateforme pour défendre le régime communiste.

Pékin désinforme pour obscurcir l'origine du virus

Le régime avance que le virus provient de l'armée américaine ou d'un autre pays

BOWEN XIAO
THE EPOCH TIMES

Une campagne mondiale de désinformation lancée par le Parti communiste chinois (PCC) - déclenchée par l'ensemble de ses propres récents échecs - vise à réécrire l'histoire de la pandémie.

La propagande est principalement destinée à détourner l'attention de la gestion bâclée de l'épidémie par le régime chinois, à semer la discorde au niveau international et à redorer l'image du régime.

Selon les experts sur la Chine, la campagne de désinformation met en évidence un problème plus vaste : les aspirations mondiales de Pékin.

« La tromperie, la désinformation, la manipulation, la déformation des faits, l'obscurcissement de leurs véritables intentions et l'érosion progressive et graduelle de la résistance de la part des autres [pays] sont autant de facteurs qui alimentent les aspirations mondiales du Parti communiste chinois à dominer le monde », a déclaré Frank Gaffney, président exécutif du Center for Security Policy basé à Washington, à *Epoch Times*.

Les responsables chinois et les médias d'État ont diffusé des théories de conspiration sur les plateformes de médias sociaux telles que Twitter, en faisant valoir

que l'origine du virus n'est pas claire, ou qu'il provient de l'armée américaine, ou encore que les efforts de confinement déployés par le PCC ont laissé du temps au reste du monde pour se préparer.

Les médias d'État chinois, dont beaucoup ont un site web en anglais, ont poussé ces théories presque quotidiennement.

Bien que l'utilisation de Twitter soit interdite aux citoyens chinois, des robots ont envahi la plateforme pour soutenir le régime communiste, attaquer les États-Unis et propager des récits de propagande.

Joseph Bosco, ancien responsable de la Chine au bureau du Secrétaire à la Défense des États-Unis, a déclaré que l'objectif de la campagne de désinformation du régime est de « rejeter la faute et d'échapper à la responsabilité de sa grave négligence et de son manque de coopération avec les organisations internationales de santé ».

M. Bosco a déclaré qu'il y a une raison sous-jacente pour laquelle les États-Unis sont spécifiquement visés.

« La Chine communiste considère les États-Unis comme le principal obstacle à ses ambitions mondiales agressives », a-t-il déclaré. « Elle cherche à renforcer la crédibilité et la légitimité du PCC, et à délégitimer les États-Unis et l'Occident. »

Ce que les gens disent d'Epoch Times

J'ai pris connaissance des ravages causés par le nouveau virus virulent de Wuhan dans le journal *The Epoch Times*. Félicitations à ET pour avoir fait ce pour quoi nous payons les ministères de la Santé des milliards de dollars.

DR. SHAWN WHATLEY
ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION MÉDICALE DE L'ONTARIO

Au fil des ans, j'ai observé avec une admiration, une stupéfaction et un émerveillement croissants *The Epoch Times* qui est passé d'une modeste voix de niche, à une voix qui s'est développée jusqu'à devenir le plus important journal du Canada. Ce n'est pas une déclaration que je fais à la légère. Les médias traditionnels sont en train de mourir, mais le lectorat et un nombre de plus en plus impressionnant de rédacteurs se joignent à vous. Et ce n'est pas étonnant : semaine après semaine, les autres médias répètent l'angle déjà-vu de l'establishment, tandis que vous présentez un nouveau point de vue, rempli de l'urgence et de l'intégrité de ceux qui, ayant échappé à la répression, chérissent la liberté de dire la vérité. Grâce à cet engagement, vous avez une longueur d'avance sur les médias traditionnels et avez l'histoire. Je suis fier d'être un lecteur depuis le début. Tenez bon et restez fidèle à votre mission !

UN LECTEUR D'OTTAWA

The Epoch Times est l'un des plus grands experts mondiaux sur la Chine, ce qui est aujourd'hui d'une importance capitale, car la géante dictature communiste est la plus grande menace pour le monde libre occidental au XXI^e siècle.

ROBERT GILMOUR
EX-JOURNALISTE, EDMONTON

Rejoignez la communauté *The Epoch Times*
Visitez fr.theepochtimes.com ou téléphonez au 1-800-766-0157

THE EPOCH TIMES
VÉRITÉ ET TRADITION

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (à gauche), serre la main du dirigeant chinois Xi Jinping le 28 janvier 2020. En arrière-plan, le logo de l'OMS.



NAOHOKHATTA/APP VIA GETTY IMAGES

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

La subversion de l'OMS par Pékin a sapé la réponse mondiale à la pandémie

PETR SVAB
THE EPOCH TIMES

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait face à une vague de critiques pour sa réponse à la pandémie du virus du PCC, et une grande partie du problème peut être attribuée à l'influence croissante de Pékin sur l'organisation.

On reproche principalement à l'OMS d'avoir été trop lente à recommander des restrictions de voyage et autres mesures préventives, et d'avoir pris tel quel les informations en provenance du régime communiste chinois, malgré de nombreux signaux d'alerte.

Alors que les experts sur la Chine

sonnaient l'alarme au sujet d'une dissimulation, l'OMS a continué à faire l'éloge de la gestion de l'épidémie par le régime et n'a jamais émis d'avertissement à l'effet que les données qu'il fournissait étaient suspectes.

L'OMS, une agence des Nations unies, a longtemps été influencée

par les préférences politiques de Pékin. Son chef actuel, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, est un ancien membre d'un groupe maoïste en Éthiopie.

Comme l'a déjà documenté *Epoch Times*, le régime communiste chinois accroît son pouvoir sur les institutions de l'ONU depuis des années. Désormais, l'influence de Pékin est telle qu'elle mine les fonctions de base de l'OMS, notamment son rôle essentiel de fournir des informations précises et opportunes sur la situation sanitaire mondiale.

« Sur la base des informations actuellement disponibles sur cet événement, l'OMS déconseille d'appliquer à la Chine des restrictions de voyage ou d'échanges commerciaux. »

L'Organisation mondiale de la santé, dans une déclaration faite à la suite de l'apparition du virus de Wuhan

Chronologie de la réponse de l'OMS

Le virus du PCC, communément appelé le nouveau coronavirus, a fait son apparition dans la ville de Wuhan, dans le centre de la Chine, vers novembre 2019, avant de se propager à travers la Chine et le monde.

3 JUIN

En date du 3 juin, près de 6,4 millions de personnes ont été confirmées être infectées du virus causant la maladie COVID-19, et plus de 383 000 personnes en sont décédées dans le monde. L'OMS a déclaré avoir été informée de l'apparition de l'épidémie par les autorités chinoises le 31 décembre 2019. Alors que cela aurait pu limiter la propagation du virus dans le monde, l'OMS n'a transmis aucune de ces informations ce jour-là.

Il semble qu'à ce moment-là un seul pays ait été suffisamment au fait pour réagir de manière adéquate : Taïwan.

31 DÉCEMBRE

En date du 31 décembre, cette nation insulaire située au large de la Chine continentale avait déjà commencé

à contrôler les passagers de vols en provenance de Wuhan. Ce jour-là, les autorités taïwanaises ont également informé l'OMS que les médecins taïwanais avaient appris de leurs homologues du continent que des travailleurs de la santé étaient atteints d'un mystérieux nouveau virus.

Il s'agissait d'une information cruciale, car elle indiquait que le virus se propageait de personne à personne. Cependant, l'OMS l'a ignorée, ont déclaré plus tard les responsables taïwanais. Il fallait s'attendre à ce que l'OMS ignore cet avertissement. Le PCC considère Taïwan comme une province dissidente et fait pression sur les Nations Unies pour qu'elles nient l'existence de Taïwan en tant que pays indépendant.

Selon une note de service de l'OMS de 2010 ayant fait l'objet d'une fuite, Taïwan s'est vu refuser l'adhésion à l'OMS, leurs employés ne peuvent utiliser les documents ni même les informations provenant de sources officielles taïwanaises sans autorisation spéciale préalable.

FABRICE COFFRINI/APP VIA GETTY IMAGES



Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, participe à une conférence de presse quotidienne sur le virus du PCC à Genève le 11 mars 2020.

Cette autorisation impliquerait « une coordination avec la Mission permanente [des Nations unies] de la Chine à Genève », selon la note. Alors que Taïwan mettait en place des mesures de gestion du virus, la situation à Wuhan se détériorait rapidement.

2 JANVIER

Le 2 janvier, *Epoch Times* a rapporté les tentatives du PCC de bloquer les informations sur l'épidémie et le niveau d'anxiété élevé se répandant dans la ville.

Une directive de la Commission de la santé de Wuhan a interdit à tous les établissements médicaux de la ville « de publier des informations médicales sans autorisation », et les discussions en ligne sur l'épidémie ont été rapidement censurées. Le 1^{er} janvier, la police de Wuhan a déclaré avoir arrêté huit résidents de la ville ayant répandu des « rumeurs » sur l'épidémie.

Il s'est avéré que certains des lanceurs d'alertes punis étaient des médecins ayant essayé d'avertir leurs collègues au sujet de l'existence du nouveau virus.

Les résidents paniqués ont vidé les pharmacies de Wuhan des masques chirurgicaux et des médicaments prophylactiques chinois en vente libre. L'expert sur la Chine et médecin Tang Jingyuan a mis en garde qu'une dissimulation du gouvernement pourrait aggraver la propagation du virus.

Suite en page 5

Suite de la page 4

Pendant ce temps, l'OMS est restée silencieuse.

3 JANVIER

Le 3 janvier, les autorités chinoises ont signalé 44 cas à l'OMS, dont 11 cas graves. Il s'agissait probablement de la partie visible de l'iceberg.

5 JANVIER

Le 5 janvier, *Epoch Times* a rapporté, en citant plusieurs experts, que le PCC dissimulait probablement des informations sur le virus, causant obstacle au contrôle de l'épidémie.

Ce jour-là, l'OMS a commenté pour la première fois l'épidémie, révélant qu'elle avait été informée cinq jours auparavant de l'apparition d'une « pneumonie de cause inconnue » à Wuhan et recommandait de la « traiter avec prudence ». Toutefois, l'agence n'a pas recommandé « de mesures spécifiques pour les voyageurs » mais plutôt l'inverse.

« Sur la base des informations actuellement disponibles sur cet événement, l'OMS déconseille d'appliquer à la Chine des restrictions de voyage ou d'échanges commerciaux », a-t-elle déclaré. Cinq jours plus tard, l'OMS s'est à nouveau penchée sur l'épidémie.

« Sur la base des informations actuellement disponibles, l'enquête préliminaire suggère qu'il n'y a pas de transmission interhumaine significative et qu'aucune infection parmi les travailleurs de la santé n'a eu lieu », a déclaré l'agence, contredisant les informations fournies par Taïwan.

« L'OMS ne recommande aucune mesure sanitaire particulière pour les voyageurs », a déclaré l'OMS. Elle a plutôt publié des informations générales sur la manière de traiter les infections virales.

12 JANVIER

Le 12 janvier, l'OMS a déclaré qu'il n'y avait « pas de preuve évidente de transmission interhumaine », modifiant légèrement son discours.

« Les enquêtes préliminaires menées par les autorités chinoises n'ont trouvé aucune preuve claire de transmission interhumaine », a annoncé l'OMS deux jours plus tard, sans exprimer une ombre de scepticisme vis-à-vis des déclarations officielles du régime communiste chinois.

Au même moment, Taïwan avait déjà organisé le déplacement de sa propre équipe d'enquête à Wuhan.

« Ils ne nous ont pas laissé voir ce qu'ils ne voulaient pas que nous voyions, mais nos experts ont senti que la situation n'était pas optimiste », a déclaré Kolas Yotaka, porte-parole du gouvernement taïwanais, à NBC News.

Peu après le retour de l'équipe, Taïwan a mis en place des mesures de dépistage et des exigences de signalements pour ses hôpitaux.

« Se prendre en charge, ne pas écouter l'OMS dans ce cas particulier, je pense que cela a vraiment aidé », a déclaré le

Dans un tweet du 20 mars, le D^r Tedros a répété la propagande du PCC selon laquelle « pour la première fois, la #Chine n'a rapporté aucun cas de #COVID19 hier ».

« L'OMS a abdiqué sa responsabilité envers l'ensemble de la population mondiale afin de servir les intérêts du régime communiste chinois. »

Marion Smith, directrice générale de la *Victims of Communism Memorial Foundation*



KEVIN FRAYER/GETTY IMAGES

Le personnel des centres de contrôle des maladies de Taïwan utilise des scanners thermiques pour contrôler les passagers en provenance de Wuhan, dans la province du Hubei, en Chine, à l'aéroport international de Taoyuan, dans le nord de Taïwan, le 13 janvier 2020.

D^r William Stanton, vice-président de l'Université nationale Yang-Ming de Taïwan et ancien ambassadeur des États-Unis en Chine, dans une récente interview avec *Epoch Times*.

L'OMS n'a réussi à envoyer son équipe à Wuhan pour une « brève visite sur le terrain » que le 20 janvier.

17 JANVIER

Le 17 janvier, les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont envoyé du personnel pour contrôler les voyageurs en provenance de Wuhan aux aéroports JFK, Los Angeles International et San Francisco International. Ceux-ci recevaient le plus grand nombre de passagers en provenance de l'épicentre de l'épidémie. D'autres aéroports ont fait de même dans les semaines suivantes.

20 JANVIER

Le 20 janvier, la Chine a confirmé la transmission interhumaine.

23 JANVIER

Le 23 janvier, le jour du confinement de Wuhan, l'OMS a annoncé que, malgré quelques désaccords internes, elle ne déclarerait pas d'urgence de santé publique de portée internationale.

À ce moment-là, des cas commençaient déjà à apparaître ailleurs dans le monde.

Trois jours plus tard, Taïwan a interdit les vols en provenance de Wuhan et a organisé des vols spéciaux pour le retour de ses citoyens.

28 JANVIER

Le 28 janvier, lors de sa visite en Chine, le D^r Tedros, de l'OMS, a encouragé fortement les pays « à rester calmes et à ne pas réagir de manière excessive », exprimant sa confiance dans le contrôle de l'épidémie par le régime chinois, ont rapporté les médias d'État chinois.

3 FÉVRIER

Le 3 février, quelques jours après que plusieurs

pays ont interdit l'entrée aux étrangers qui avaient récemment voyagé en Chine, le D^r Tedros a exprimé son opposition aux interdictions de voyager, affirmant que des mesures qui « entraveraient inutilement les voyages et le commerce » n'étaient pas nécessaires.

20 MARS

Dans un tweet du 20 mars, le D^r Tedros a répété la propagande du PCC, selon laquelle « pour la première fois, la #Chine n'a rapporté aucun cas intérieur de #COVID19 hier ».

Alors que pour les experts en matière de la Chine, la nouvelle confirmait pratiquement que les chiffres du PCC étaient faux, le D^r Tedros l'a présentée comme « une réalisation étonnante, qui nous rassure tous sur le fait que le #coronavirus peut être vaincu ».

Des modèles statistiques, des témoignages et des documents fournis à *Epoch Times* ont montré que les autorités chinoises ont dissimulé la véritable ampleur de l'épidémie à Wuhan et dans d'autres régions de Chine.

Cependant, le D^r Tedros a fait l'éloge du régime chinois à plusieurs reprises – pour sa « transparence » dans sa réponse à l'épidémie – ce qui, selon les experts et les représentants gouvernementaux du monde entier, est le plus problématique.

La Victims of Communism Memorial Foundation, une organisation à but non lucratif créée dans les années 1990 par le gouvernement américain, a publié le 10 avril un calendrier détaillé de la dissimulation de l'épidémie par le PCC et de la responsabilité de l'OMS à cet égard.

L'organisation a également annoncé qu'elle ajouterait les décès dus au virus du PCC au bilan historique de décès lié au communisme.

« L'OMS a abdiqué sa responsabilité envers l'ensemble de la population mondiale afin de servir les intérêts du régime communiste chinois », a déclaré la directrice générale de la fondation, Marion Smith, dans un communiqué.

Complicité du directeur général de l'OMS avec le PCC

Alors qu'une partie de l'influence du PCC sur l'OMS provenait des Nations unies, une autre était exercée par le D^r Tedros lui-même.

Le D^r Tedros est un ancien membre du Politburo du Front populaire de libération du Tigray, un groupe maoïste qui a mené une guérilla en Éthiopie dans les années 1980 contre le régime Mengistu soutenu par l'Union soviétique.

Selon Trevor Loudon, un expert des mouvements communistes et des groupes de façade, « Ce qui ressemblerait le plus à [l'idéologie du Tigray] serait la Corée du Nord d'aujourd'hui. »

Au début des années 1990, alors que le régime de Mengistu perdait le soutien financier de l'Union soviétique qui s'effondrait, une coalition du Tigray et d'autres groupes l'a renversé et a dirigé le pays jusqu'en 2019.

Alors qu'en apparence, le gouvernement a adopté des réformes du marché et des élections démocratiques, idéologiquement il est resté socialiste, a déclaré M. Loudon, surtout en ce qui concerne la politique étrangère.

« Ils maintiennent toujours leurs liens communistes à l'étranger », a-t-il déclaré lors d'un entretien téléphonique avec *Epoch Times*.

Le D^r Tedros, ex-ministre de la Santé puis ministre des Affaires

Le D^r Tedros a loué à plusieurs reprises la Chine pour sa « transparence » dans sa réponse à l'épidémie – ce qui, selon les experts et responsables gouvernementaux du monde entier, est ce qui est le plus problématique.



Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, serre la main du ministre des Affaires étrangères Wang Yi au Diaoyutai Guesthouse le 28 janvier 2020 à Pékin.

étrangères de ce pays d'Afrique, a naturellement maintenu des liens étroits avec le PCC, embrassant des projets tels que l'Initiative « une ceinture, une route », qui permet au PCC d'étendre son influence géostratégique.

Le D^r Tedros a obtenu le poste le plus élevé de l'OMS en 2017 avec le

soutien important du lobby du régime communiste chinois, malgré les allégations selon lesquelles il aurait dissimulé trois épidémies de choléra pendant son mandat de ministre de la Santé.

« Les diplomates chinois ont mené une campagne acharnée en faveur de l'Éthiopien, utilisant le poids finan-

cier de Pékin et son opaque budget d'aide pour obtenir le soutien des pays en développement en sa faveur », avait alors écrit la chroniqueuse du *Sunday Times* Rebecca Myers.

Le D^r Tedros a nié avoir dissimulé les épidémies de choléra, affirmant qu'il ne s'agissait que d'une « diarrhée aqueuse aiguë ».

Lorsqu'un conseiller de son adversaire britannique pour la direction de l'OMS a évoqué la dissimulation des épidémies de choléra, il l'a accusé d'avoir une « mentalité coloniale ».

Lorsque Taïwan lui a reproché d'avoir ignoré ses informations sur le virus du PCC, le D^r Tedros a accusé Taïwan de porter des attaques racistes.

Cette accusation ne semble pas avoir réussi à détourner les critiques; une pétition demandant la démission du D^r Tedros en tant que directeur général de l'OMS a recueilli plus d'un million de signatures.

« Je pense que nous devons adopter une ligne beaucoup plus dure en ce qui concerne la manière dont l'OMS a géré ce virus », a déclaré le D^r William Stanton, vice-président de l'Université nationale Yang-Ming de Taïwan et ancien ambassadeur des États-Unis en Chine. « Parce qu'elle n'a été, à mon avis, qu'un simple porte-parole du gouvernement de la [République populaire de Chine]. »

ANALYSE

Le long bras de Pékin : huit façons par lesquelles le régime chinois affecte la vie des Canadiens

OMID GHOREISHI
THE EPOCH TIMES

La pandémie de COVID-19 est probablement la manière la plus évidente par laquelle la Chine a perturbé la vie au Canada, avec la perte de milliers de vies, la fermeture des entreprises et le confinement. Le régime chinois influence toutefois notre mode de

vie et la politique dans ce pays depuis des décennies, ce qui s'est notamment reflété dans la réponse initiale du Canada à la pandémie.

Le tableau suivant démontre huit manières par lesquelles le régime chinois affecte directement la vie quotidienne au Canada.

Les articles sous le tableau abordent plus en détails deux tactiques importantes utilisées par Pékin pour répandre son influence et mener ses activités d'ingérence. Pour en apprendre davantage sur les six autres tactiques, visitez rb.gy/d4ldci (anglais seulement).

▲ Une résidente de la Résidence Les Florales LaSalle, à Montréal, parle au téléphone avec son fils sur le trottoir le 15 avril 2020. Dix-huit résidents de l'établissement sont morts en trois semaines en avril.



TACTIQUES ET CONSÉQUENCES

Le régime chinois utilise une variété de tactiques pour influencer et subvertir les institutions politiques et l'économie canadiennes, ainsi que d'autres aspects de la vie des Canadiens.



1 Influencer les industries et obtenir un levier de pression

- Les groupes d'intérêts pro-Pékin font pression sur Ottawa pour qu'elle agisse en faveur du régime chinois.
- Pékin utilise l'accès à ses marchés pour forcer les entreprises canadiennes à partager leur propriété intellectuelle et pour faire adopter des politiques canadiennes favorables.
- Le régime utilise l'argent du déficit commercial annuel du Canada (qui s'élevait à 50 milliards en 2019) pour augmenter ses réserves de devises étrangères.

2 Augmenter l'influence par la subversion des institutions et des politiciens

- Pékin cible les partis politiques, la société civile et le monde universitaire pour infiltrer et influencer.
- Pékin encourage ses partisans dans la diaspora à se présenter aux élections, ou bien à appuyer les campagnes ou les événements qui suivent la position du régime.
- Les services de renseignement ont mis en garde contre l'influence de Pékin sur les politiciens canadiens.
- Plusieurs politiciens ont semblé adopter une position pro-Parti communiste chinois après avoir visité la Chine.

3 Emprisonner des Canadiens et faire pression sur le gouvernement

- Michael Kovrig et Michael Spavor sont détenus en Chine depuis l'arrestation au Canada de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou.
- Plusieurs autres Canadiens sont détenus ou emprisonnés en Chine.

4 Exporter des opiacés, augmenter la dépendance et les décès par surdose

- La Chine est la source principale du fentanyl, l'opiacé qui a tué des milliers de Canadiens.
- Le régime chinois a refusé d'intervenir pour en diminuer le trafic.
- Des agences de renseignement font état des liens entre les triades chinoises (crime organisé) et les agences de renseignement chinoises.

Voir page 11 pour plus d'informations sur le fentanyl.

5 Acquérir des intérêts importants pour prendre contrôle

- Le régime chinois possède beaucoup d'intérêts dans les sables bitumineux albertains.
- Le gouvernement libéral a permis à des firmes chinoises de faire l'acquisition de compagnies de haute technologie.
- Les firmes chinoises utilisent leur contrôle de compagnies canadiennes pour exercer davantage d'influence.

6 Utiliser une puissance accrue pour changer l'ordre mondial

- Le Parti communiste chinois utilise son influence et son contrôle pour creuser un fossé entre les États-Unis et le Canada.
- Le régime utilise son trésor commercial pour financer son expansion militaire en Asie, en Afrique et en Amérique latine.
- Le régime cherche maintenant à établir une présence dans l'Arctique.

7 Espionner pour obtenir un avantage stratégique

- La Chine utilise ses espions pour obtenir des secrets d'État et commerciaux au Canada, ainsi que de l'information sur les groupes qu'elle persécute.
- Les pirates informatiques chinois ciblent les entreprises canadiennes depuis longtemps, causant d'immenses dommages économiques.
- Le régime soutient les efforts de Huawei pour construire l'infrastructure 5G, ce que le Canada étudie malgré les risques à la sécurité soulevés par des alliés comme les États-Unis.

Voir page 7 pour plus d'informations sur Huawei.

8 Cooptation du monde universitaire et contrôle des leaders d'opinion

- Pékin utilise des récompenses pour inciter les universitaires à publier des articles ou à parler aux médias en sa faveur.
- Les universitaires pro-Pékin ont une influence importante sur les politiques, étant donné que les décideurs consultent fréquemment les chercheurs pour élaborer celles-ci.
- Plusieurs universités, collèges et commissions scolaires sont associés aux Instituts Confucius de Pékin.
- Le programme des Mille talents est utilisé pour recruter à l'international pour le compte de Pékin, ainsi que pour voler des technologies par l'espionnage et le vol de propriété intellectuelle.
- Les universités dépendent des frais de scolarité des étudiants étrangers chinois, ce qui est également utilisé par Pékin comme levier pour influencer.

Influencer les industries et obtenir un levier de pression

Pékin utilise l'accès au marché chinois pour forcer les pays à se plier à sa volonté.

Le régime chinois incite les grandes entreprises et les cercles d'affaires à faire pression sur Ottawa pour qu'elle adopte des politiques qui lui sont favorables et elle menace de bloquer les importations si le Canada ne suit pas la ligne. Par exemple, le régime chinois a perturbé les exportations de canola et autres produits lorsque le Canada a refusé de libérer la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou.

La Chine ne respecte pas les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais elle profite de l'accès au marché canadien dans un environnement fondé sur des règles. Le déficit commercial avec la Chine s'élevait à 50 milliards l'année dernière, un chiffre similaire à l'année précédente. Ces déséquilibres commerciaux entre la Chine et le reste du monde ont permis au Parti communiste chinois (PCC) d'engranger d'immenses réserves de devises étrangères, ce qui lui permet d'augmenter son contrôle sur sa propre population et les pays étrangers.

Un rapport du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) publié en 2018 qui inclut des perspectives d'experts indique que « la Chine est prête à avoir recours à la menace et à la séduction pour amener les élites commerciales et politiques de son côté, et pour les pousser à défendre son point de vue dans des dossiers controversés, comme ceux du statut de Taïwan ou de la mer de Chine méridionale ».

Les retombées d'affaires promises par Pékin pourraient ne profiter qu'à certains joueurs. Des articles de recherche démontrent que depuis l'inclusion de la Chine à l'OMC, le Canada a perdu des centaines de milliers d'emplois dans le secteur manufacturier.

En 1978, huit grandes entreprises cana-

diennes et une société d'État chinoise ont fondé le Canada-China Trade Council, plus tard renommé le Canada China Business Council.

Une de ces entreprises est Power Corporation. Dans son livre *Claus of the Panda* publié en 2019, le journaliste Jonathan Manthorpe décrit l'entreprise comme étant « la gardienne principale des relations formelles [du Canada] avec la Chine ». Plusieurs anciens politiciens canadiens hauts placés ont travaillé pour Power Corporation ou continue d'y être affiliés, notamment les ex-premiers ministres Jean Chrétien et Brian Mulroney.

M. Chrétien a suggéré l'année dernière que le ministre de la Justice du Canada devrait utiliser son autorité pour bloquer l'extradition de Meng Wanzhou aux États-Unis et M. Mulroney a suggéré que M. Chrétien soit envoyé en Chine comme émissaire spécial pour négocier la libération des détenus canadiens.

Le lobby pro-Pékin du milieu des affaires a réussi à influencer les politiques canadiennes, même lorsque des gouvernements méfiants de la Chine étaient au pouvoir.

L'ex-premier ministre Stephen Harper avait refusé d'assister à la cérémonie d'ouverture de Jeux de Pékin en 2008 et il avait ouvertement critiqué la Chine et ses violations des droits de la personne sur la scène internationale. Toutefois, son gouvernement a changé de ton sur la Chine plus tard dans son mandat.

« Dans les coulisses, une importante opération de lobbying a été lancée, utilisant les agents d'influence du PCC dans le monde des affaires et universitaire, pour faire changer l'attitude du gouvernement Harper sur la Chine », écrit M. Manthorpe dans son livre.

Cette opération a porté fruit, mentionne-t-il.

Augmenter l'influence par la subversion des institutions et des politiciens

Le régime chinois utilise le Département de travail du Front uni, l'une de ses organisations principales, pour étendre sa sphère d'influence à l'étranger. Le fondateur du PCC, Mao Zedong, a qualifié le Front uni « d'arme magique » pour maintenir le régime au pouvoir.

La mission de cette agence est d'établir le contrôle sur la diaspora chinoise et les politiciens étrangers pour qu'ils agissent pour le compte de Pékin.

L'ex-directeur du SCRS Richard Fadden avait déclaré en 2010 que certains ministres provinciaux et des élus municipaux étaient sous l'influence d'un régime étranger, en ajoutant que la Chine était le pays le plus agressif dans la quête d'influence.

Débutant en 2005, la Chine a lancé une stratégie utilisant les membres de confiance de la diaspora chinoise pour briguer des postes d'élus, selon Clive Hamilton, auteur et professeur d'éthique publique à l'Université Charles Sturt en Australie. Cette stratégie est la plus avancée au Canada, écrit-il dans *The Conversation*.

Un rapport publié en 2018 par la Hoover Institution souligne qu'au Canada, des agents chinois ciblent les partis politiques, les politiciens, la société civile et le monde universitaire pour qu'ils agissent comme agents d'influence.

Le premier ministre, Justin Trudeau, avait soulevé la controverse en 2016 en participant à des levées de fonds offrant accès à M. Trudeau en déboursant d'importantes sommes. Un riche Chinois qui agit comme conseiller politique du PCC avait assisté à un tel événement. M. Tru-

deau a mis fin à ces pratiques en 2017.

Une des manières récurrentes utilisées par Pékin pour bâtir des relations plus étroites avec les politiciens est de les inviter à des voyages toutes dépenses payées durant lesquels ils sont traités comme des rois.

Le maire de Vancouver, Sam Sullivan, avait déclaré au *Vancouver Sun* en 2006 : « Lorsque je vais en Chine, ils me traitent comme un empereur. » M. Sullivan avait intenté des actions en justice pour faire démanteler un site de protestation établi depuis longtemps devant le consulat chinois à Vancouver par des pratiquants de Falun Gong, une pratique spirituelle persécutée par le régime chinois.

En 2010, après un voyage en Chine, le maire d'Ottawa Larry O'Brien a retiré son appui à une proclamation reconnaissant les pratiquants de Falun Gong de sa ville. Il aurait expliqué à un conseiller municipal que son changement d'idée était le fruit d'un « engagement » pris en Chine.

Dans plusieurs cas, Pékin offre aussi des emplois bien rémunérés à des politiciens et des hauts fonctionnaires après qu'ils quittent leurs fonctions officielles.

Peu avant l'entrée en vigueur de la loi australienne contre l'ingérence étrangère, deux anciens ministres et un ex-premier ministre ont démissionné de leurs postes au sein d'organisations étroitement liées au régime chinois. La nouvelle loi du pays exige que ceux qui travaillent pour un pays étranger doivent s'enregistrer publiquement.

Les États-Unis ont adopté des lois similaires, mais il n'y a rien de tel au Canada.

Des visiteurs utilisent leur téléphone portable à un kiosque de Huawei lors d'un événement à Barcelone.



Comment la montée de **Huawei** a coïncidé avec la chute de Nortel

OMID GHOREISHI
THE EPOCH TIMES

Nortel Networks était le fleuron de l'industrie canadienne des technologies. À son apogée, elle employait près de 100 000 personnes à travers le monde et jouissait d'une capitalisation boursière de 283 milliards de dollars.

L'échec de l'entreprise a fait l'objet de recherches académiques et a été attribué à plusieurs facteurs. Selon Brian Shields, un ex-conseiller principal en matière de sécurité chez Nortel, le vol de propriété intellectuelle par des pirates informatiques chinois est un des facteurs qui aurait favorisé les compétiteurs de Nortel. Il avance que le principal bénéficiaire de ces informations volées serait Huawei.

« Ça a fait mal à beaucoup de gens ici, parce que nous avions des emplois et les avons perdus », relate M. Shields en entrevue. « Ce sont les gens avec qui nous avons travaillé pendant de nombreuses années, et ça fait mal, tout simplement. »

C'est en 2004 que M. Shields a été mis au courant du piratage et il l'a observé jusqu'en 2009, année où il a quitté l'entreprise. Au départ, les pirates exploitaient les comptes des dirigeants, incluant celui du pdg, pour accéder aux données, explique-t-il. Une fois découverts, les pirates ont changé de tactiques et exploitaient plutôt les comptes des employés basés en Chine, puisque Nortel y avait des opérations.

En tenant compte du degré de sophistication des opérations de piratage, il était évident pour M. Shields que l'État chinois en était responsable.

« C'était très organisé ce qu'ils faisaient là-bas, c'était très avancé », ajoute-t-il. « Un pirate de 16 ans ne va pas voler un document électronique sur un diode et ses transmissions [...] Qu'est-ce qu'il ferait avec ça? »

Bien que M. Shields n'ait pas de preuve que Huawei a obtenu les données, il estime qu'il s'agit de la conclusion la plus évidente.

« Où était le manufacturier qui profitait de cela? Est-ce que ce sont les entreprises en Russie ou en France qui soudainement allaient vraiment bien? Non. C'était de l'espionnage économique et nous avons perdu une industrie au Canada. C'est ce qui est arrivé. »

Nortel a déclaré faillite en 2009 et ses actions sont passées sous la barre de 1 dollar. Des milliers de personnes ont perdu leur emploi et les retraités ont été plongés dans l'incertitude.

De l'autre côté du monde, Huawei célébrait son expansion à l'extérieur de la Chine durant les années 2000. En 2010, la compagnie est entrée dans la liste de Fortune Global 500.

Mark Anderson, un gourou des technologies et pdg de Strategic News Service, une entreprise d'information américaine qui couvre les industries de l'informatique et des commu-



▲ L'entrée d'une tour à bureaux de Nortel à Toronto en 2009

« Ça a fait mal à beaucoup de gens ici, parce que nous avons des emplois et les avons perdus »

Brian Shields, un ex-conseiller principal en matière de sécurité chez Nortel

THE CANADIAN PRESS/NATHAN DENETTE

nications, affirme que ce n'est pas une coïncidence que l'ascension de Huawei est survenue en même temps que la chute de Nortel.

« Huawei a pris d'assaut le marché international de l'équipement des télécommunications en faisant payer environ 40 % moins cher que les taux du marché. Elle a été en mesure de faire cela parce qu'il s'agit d'une entreprise reliée au Parti [communiste chinois] », explique M. Anderson en entrevue.

Grâce aux subventions gouvernementales et aux « contrats cadeaux » de l'armée chinoise, l'entreprise n'avait pas la pression de faire des profits.

D'autres facteurs ont également contribué au succès de Huawei, ajoute-t-il.

« Elle utilisait de la propriété intellectuelle volée, donc elle n'avait pas à investir énormément en recherche et développement, et ainsi elle pouvait faire payer n'importe quoi. »

Selon l'évaluation de M. Anderson, Nortel était la meilleure entreprise canadienne, mais le vol de propriété intellectuelle a « absolument anéanti l'entreprise ».

Epoch Times a contacté Huawei Canada pour obtenir son point de vue, mais celle-ci n'a pas répondu.

Dans une entrevue précédente avec *Epoch Times*, Scott Bradley, vice-président des affaires corporatives de Huawei Canada - qui a quitté l'entreprise en 2019 - avait déclaré que Huawei est une entreprise privée et non une société d'État.

Lors d'une audience du Comité du Sénat américain sur le renseignement en 2018, le directeur du FBI, Chris Wray, avait déclaré que Huawei et ZTE, un autre géant chinois des télécommunications, sont des entreprises « redevables à un gouvernement étranger ». M. Wray avait recommandé de les empêcher « d'obtenir une position de force dans notre réseau de télécommunications ».

La loi chinoise sur le renseignement adoptée en 2017 oblige toutes les entreprises privées à soutenir Pékin en matière de sécurité nationale et de renseignement.

Empreinte au Canada

Huawei a commencé à étendre ses activités au Canada à la fin des années 2000 et elle a reçu le soutien financier des gouvernements, notamment plus de 22 millions de dollars en bourses de l'Ontario durant les années 2010,

ainsi que des crédits d'impôts du fédéral pour la recherche et le développement au Canada. L'entreprise investit également des dizaines de milliers de dollars dans la recherche académique au Canada, ce qui est une aberration selon les experts en sécurité. Un reportage du *Globe and Mail* a révélé que dans plusieurs cas, la recherche financée en partie par les contribuables canadiens dans ces universités devient finalement la propriété intellectuelle de Huawei.

Suite aux pressions grandissantes du gouvernement américain, Huawei a annoncé l'année dernière qu'elle déménageait tout son centre de recherche des États-Unis vers le Canada.

Mary Liu (nom d'emprunt pour éviter des représailles), une ex-employée haut placée de l'entreprise à Toronto, affirme que Huawei fait beaucoup d'argent au Canada si l'on compare avec ses opérations dans d'autres pays. Huawei a également négocié un mécanisme d'imposition favorable avec le gouvernement.

M^{me} Liu et d'autres ex-employés avec qui *Epoch Times* s'est entretenu affirment que les employés provenant de Chine, qui comptent pour environ 10 % du personnel au siège social de Toronto, sont obligés de participer à ce qui est appelé « des séances d'étude du Parti communiste chinois (PCC) » tous les samedis matin.

De plus, tous les employés, incluant le personnel expatrié et les locaux, doivent adhérer à la « culture de loup » de l'entreprise telle que promulguée par le fondateur Ren Zhengfei, un ex-cadre de l'armée chinoise. Le but étant que tous les employés doivent adopter l'intrépidité et la soif du sang des loups affamés pour faire avancer les intérêts de l'entreprise, être résilients dans le travail d'équipe pour affronter les conditions difficiles.

Inquiétudes en matière de sécurité

Ottawa n'a pas encore pris de décision quant à savoir si elle va permettre à Huawei de bâtir l'infrastructure 5G du pays. Certains alliés craignent que leurs données pourraient être compromises si le géant des télécommunications chinois s'implante dans le réseau canadien. Washington a averti ses partenaires qu'elle pourrait limiter le partage d'information s'ils permettent à Huawei d'entrer dans leurs réseaux.

Trois des cinq alliés du renseignement des Five Eyes (Australie, Nouvelle-Zélande et États-Unis) ont interdit à Huawei d'intégrer leurs réseaux 5G et le *Telegraph* a rapporté que le Royaume-Uni compte réduire complètement l'implication de Huawei dans son réseau d'ici 2023.

Un récent sondage Angus Reid indique que près de 80 % des Canadiens estiment que Huawei ne devrait pas être impliquée dans le réseau 5G du pays, soit environ 10 % de plus que l'an dernier.



CLAWS OF THE RED DRAGON

Inspiré d'événements réels tirés des grandes lignes de l'affaire Huawei



Film TV



SCANNEZ-MOI

Réalisateur Rob King / Kevin Yang
Producteur exécutif Joe Wang
Distribution Eric Peterson / Dorren Lee / Taras Lavren

ClawsOfTheRedDragon.com

COPYRIGHT © 2020. TOUTES DROITS RÉSERVÉS.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, répond à une question lors du point de presse quotidien à Pékin le 8 avril 2020.



GREG BAKER/AFP VIA GETTY IMAGES

TWITTER (Autorités chinoises)

Des centaines de fonctionnaires chinois – y compris des diplomates ainsi que le personnel d'ambassades et de consulats – travaillent de concert à diffuser de la désinformation sur des comptes Twitter vérifiés.

Ces comptes, dont certains sont suivis par des centaines de milliers de personnes, avancent des théories de conspiration qui visent à détourner les reproches destinés à la Chine et à semer la discorde.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lijian Zhao, a écrit dans un tweet du 12 mars : « Quand le patient zéro est-il apparu aux États-Unis ? [...] C'est peut-être l'armée américaine qui a amené l'épidémie à Wuhan. »



Un robot du PCC suspecté sur Twitter. CAPTURE D'ÉCRAN CHENST3KK VIA TWITTER

TWITTER (Robots chinois)

Les robots du PCC ont envahi Twitter et répandent de la propagande de concert avec les autorités chinoises. Ces comptes ont publié « plus de 32 000 messages liés à la COVID-19 sur diverses plateformes occidentales de médias sociaux » entre le

9 janvier et le 9 mars, selon un rapport du Insikt Group.

Le Département d'État américain a récemment découvert un réseau « coordonné » de robots sur Twitter, conçu pour disséminer la désinformation du régime chinois. Des milliers de comptes Twitter « inauthentiques », soutenant les ambassades et les diplomates chinois dans la diffusion de désinformation, ont été identifiés.



L'application de messagerie chinoise WeChat compte plus d'un milliard d'utilisateurs actifs par mois dans le monde.

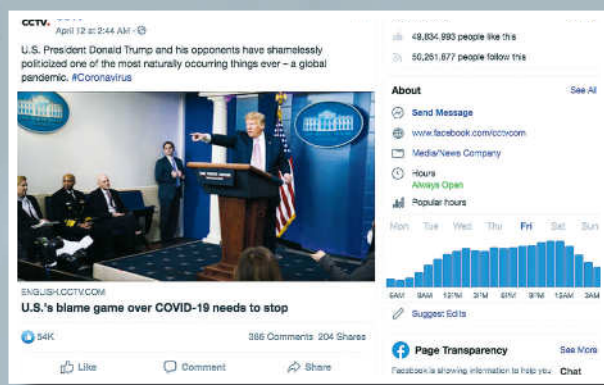
IGOR MOSKALENKO/SHUTTERSTOCK

WECHAT

La censure de la plus populaire application de messagerie sociale chinoise, WeChat, affecte également les Chinois au Canada et dans d'autres pays occidentaux.

Un rapport de Citizenlab de l'Université de Toronto

révèle que la plateforme a « largement censuré les contenus liés au coronavirus (y compris des informations essentielles et neutres) et que la portée de la censure s'est élargie en février 2020 ». Selon Citizenlab, cette censure sévère peut « entraver la communication essentielle d'informations sur la maladie et sa prévention ».



Un post sur Facebook de la chaîne de télévision d'État chinoise CCTV

CAPTURE D'ÉCRAN CCTV VIA FACEBOOK

FACEBOOK (Médias d'État)

Les éditions en langue anglaise des médias d'État chinois, tels que Global Times, Xinhua News, China Daily et CCTV, propagent sur Facebook des articles élogieux de la gestion de la pandémie par la Chine.

La page Facebook du Global Times est

suivie par plus de 54 millions de personnes. De nombreuses publications utilisent les hashtags anti-américains « #Trumpandemic » et « #TrumpVirus ».

Par exemple, un post sur Facebook du 12 avril de CCTV déclarait : « Le président américain Donald Trump et ses adversaires ont politisé sans vergogne l'une des choses les plus naturelles qui soit : une pandémie mondiale. »



FACEBOOK (Publicités)

Le PCC utilise les publicités sur les comptes Facebook, Instagram et Twitter des médias d'État pour diffuser sa propagande. Alors que, jusqu'en 2019, ces publicités affichaient principalement « des images amicales de pandas et de chatons [...] et amplifiaient des histoires politiques réconfortantes »,

Publicité d'un média d'État chinois sur Facebook

CAPTURE D'ÉCRAN GLOBAL TIMES VIA FACEBOOK

elles ont pris un tournant marqué depuis le début de la pandémie, certaines semant le doute sur l'origine du virus à Wuhan, selon Renée DiResta, responsable de la recherche technique de l'Observatoire Internet de Stanford.

« Le président Trump [...] semble impatient quand il s'agit de contrôler les épidémies. Son équipe et lui continuent d'induire la société américaine en erreur », affiche une publicité du Global Times.

LA GUERRE DE PROPAGANDE SUR LE VIRUS DU PCC

Le régime chinois mène une campagne agressive de propagande sur le virus et utilise un vaste éventail de canaux



Capture d'écran d'un Tweet de l'OMS sur Twitter qui répète les informations en provenance du régime chinois.

CAPTURE D'ÉCRAN OMS VIA TWITTER

INFLUENCER LES INSTITUTIONS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est de plus en plus critiquée pour la lenteur de sa réaction face à l'épidémie, sa réticence à émettre des restrictions de voyage à destination et en provenance de la Chine et son acceptation pure et simple

des informations fournies par le régime communiste malgré de nombreux signaux d'alarme.

Par exemple, dans un Tweet du 14 janvier, l'OMS diffuse la propagande du régime chinois selon laquelle « les enquêtes préliminaires menées par les autorités chinoises n'ont pas trouvé de preuve évidente de transmission interhumaine du nouveau #coronavirus (2019-nCoV) identifié à #Wuhan, en #Chine ».

OFFENSIVE DE CHARME

Pour faire figure de leader mondial et promouvoir une image positive du régime, le PCC expédie du matériel médical, tel que des masques et des trouses de dépistage, à des pays du monde entier.

Cependant, les réactions des pays ont été mitigées, plusieurs se sont plaints de la mauvaise qualité de ces équipements, les rendant inutilisables.

« Après une première vague de publicité positive, les échos de l'aide chinoise en Europe se sont assombris », a déclaré Peter Rough, chercheur principal à l'Institut Hudson, à Epoch Times.



VIDÉOS DE PROPAGANDE

Le PCC adapte constamment ses messages de désinformation pour les rendre plus viraux et percutants. L'une de ses tactiques consiste à utiliser des vidéos de type « mème » sur des sujets spécifiques.

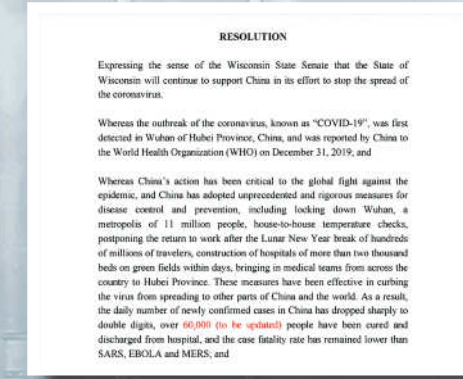
L'une de ces vidéos, publiée par l'ambassade de Chine en France, s'intitule « Once

Une vidéo de propagande partagée par le compte Twitter de l'ambassade de Chine en France.

CAPTURE D'ÉCRAN AMBASSADE DE CHINE EN FRANCE VIA TWITTER

Upon a Virus », un court métrage d'animation monté avec soin et utilisant des blocs Lego, qui présente les efforts de la Chine sous un jour positif et ceux des États-Unis sous un jour négatif. Au 12 mai, la vidéo avait été vue 2,4 millions de fois sur Twitter et plus de 28 000 fois sur d'autres sites.

Dans sa guerre de propagande, le régime chinois utilise les mêmes comme missives pour répandre rapidement ses idées dans la société.

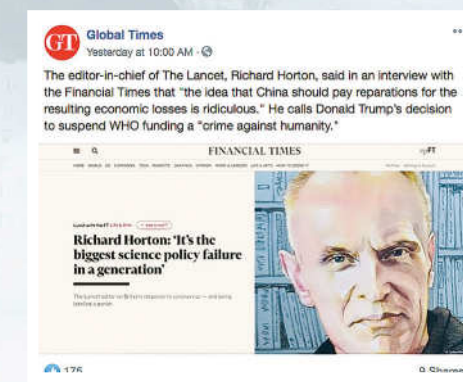


Capture d'écran d'une résolution rédigée par un fonctionnaire du consulat chinois à Chicago et envoyée au sénateur Roger Roth, de l'État du Wisconsin. Le projet de résolution vante les efforts de Pékin pour combattre l'épidémie.

LA DIPLOMATIE TRADITIONNELLE

Face à la pandémie, le PCC continue d'utiliser ses canaux diplomatiques usuels pour faire pression sur les pays occidentaux. Par exemple, le consulat chinois à Chicago

a essayé de convaincre le sénateur Roger Roth, de l'État du Wisconsin, de soutenir Pékin dans ses efforts pour contenir le virus du PCC. Toutefois, dans ce cas, cette tentative s'est plutôt retournée contre le consulat puisque le législateur a préféré introduire une résolution dénonçant la dissimulation de l'épidémie par Pékin.



Un post sur Facebook du Global Times qui renvoie à un article critiquant les États-Unis.

CAPTURE D'ÉCRAN GLOBAL TIMES VIA FACEBOOK

EXPLOITER LES AUTRES MÉDIAS

Le PCC a diffusé des articles d'actualité en provenance d'autres sociétés médiatiques pour redorer son image. Par exemple, la page Facebook du Global Times a publié une capture d'écran d'un article du Financial Times qui critiquait les États-Unis, en écrivant dans son post : « Le rédacteur en

chef de The Lancet, Richard Horton, a déclaré dans une interview au Financial Times que "l'idée que la Chine devrait payer des dédommagements pour les pertes économiques qui résultent [de la pandémie] est ridicule". »

Le PCC a également diffusé sa propagande à travers des encarts publicitaires d'autres journaux, tel qu'il l'a fait avec ses publiereportages « China Watch » insérés dans le Washington Post, le Wall Street Journal et le New York Times.



Plusieurs pays se sont plaints d'avoir reçu des fournitures médicales de mauvaise qualité de la Chine.

BJORN WYLEZICH (AVION CARGO); TUNAROW (BOÎTE DE MASQUE)/SHUTTERSTOCK

ANALYSE

Comment le Canada a aidé la Chine à devenir ce qu'elle est aujourd'hui

OMID GHOREISHI
THE EPOCH TIMES

Au petit matin du 8 octobre 1970, lorsque le président Mao Zedong a appris qu'un accord avec été conclu avec la délégation canadienne pour l'établissement de relations diplomatiques, il aurait ri et déclaré : « Maintenant, nous avons un ami dans l'arrière-cour de l'Amérique! »

C'est ainsi qu'a débuté une relation qui a permis au régime communiste chinois de sortir de son isolement, d'établir des liens avec d'autres pays occidentaux et d'obtenir un siège aux Nations unies et dans d'autres organisations multilatérales essentielles à sa croissance.

Au fil des décennies, le Canada a donné beaucoup, mais a reçu peu de respect – c'est ce que l'on constate à la lumière des récentes querelles diplomatiques, comme l'arrestation de citoyens canadiens et les manœuvres de Pékin visant à tromper les autres pays, dont le Canada, au sujet de la pandémie de la COVID-19.

L'anecdote de la réaction de Mao a été relatée par Chen Wenzhao, ancien consul général de Chine à Toronto, lors d'un événement sur les relations entre la Chine et le Canada, à Shanghai, en 2010.

Près d'un demi-siècle plus tard et une décennie après le discours de M. Chen, ses successeurs savent qu'ils peuvent faire la leçon au Canada en toute quiétude.

Lors d'une conférence de presse à la fin de l'année dernière, l'ambassadeur de Chine au Canada, Cong Peiwu, a mis en garde Ottawa de ne pas suivre l'exemple des États-Unis en adoptant une loi visant à sanctionner les fonctionnaires chinois responsables de la répression à Hong Kong. Il a ajouté que le Canada devrait plutôt condamner les militants pro-démocratie.

Le prédécesseur de M. Cong, Lu Shaye, a qualifié le Canada et ses alliés occidentaux de « suprémacistes blancs », pour avoir demandé la libération de Michael Kovrig et Michael Spavor, deux citoyens canadiens détenus en Chine depuis plus d'un an, c'était à la suite de l'arrestation par le Canada de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou.

Alors que certains ont déclaré que les diplomates faisant de telles déclarations devraient être expulsés du pays, ces derniers n'ont toutefois pas été inquiétés par les dirigeants canadiens.

Il serait légitime de se demander comment le régime communiste a pu devenir une menace existentielle pour les démocraties occidentales, comme l'a relevé l'ancien conseiller américain pour la sécurité nationale, H.R. McMaster, lors d'un débat Munk en 2018.

Le Canada a contribué à l'essor de la Chine de plusieurs façons.

Le coup de pouce d'Ottawa

Peu après avoir remporté les élections fédérales de 1968, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau a souligné à plusieurs reprises la nécessité de reconnaître mondialement la République populaire de Chine (RPC). Selon Mei Ping, ancien ambassadeur de Chine au Canada, Pékin en a pris note.

Dans son discours lors de ce même événement, M. Chen a fait référence au voyage de Pierre Elliott Trudeau en Chine lorsqu'il était jeune, ajoutant qu'il était « idéologiquement de gauche et qu'en conséquence, il a été mis sur une liste noire et s'est vu refuser l'entrée aux États-Unis ». L'interdiction a ensuite été levée après qu'il a fait appel.

« Après être entré en poste, il avait l'intention de prendre ses distances avec les États-Unis au sujet de la politique chinoise », a déclaré M. Chen.

Les relations diplomatiques entre Ottawa et Pékin ont débuté après que le Canada a concédé à reconnaître la République popu-



Le leader chinois Xi Jinping s'exprime lors d'un sommet des Nations unies à New York.

Les Canadiens
Michael Kovrig (G)
et Michael Spavor
(D) détenus en
Chine depuis
décembre 2018.



Au fil des
décennies, le
Canada a donné
beaucoup, mais
a reçu peu de
respect.

laire de Chine comme le gouvernement légitime de la Chine, et a suspendu ses relations diplomatiques avec le rival du régime communiste, le Kuomintang, à Taïwan.

Le Canada a aidé la RPC à obtenir un siège à l'Assemblée générale des Nations unies en 1971, ce qui a ouvert la voie à l'établissement de liens entre de nombreux pays occidentaux et le régime.

« La liste des pays établissant des relations diplomatiques avec la Chine s'est rapidement allongée, tout comme la reconnaissance internationale de la Chine », a déclaré M. Chen.

En plus d'aider le régime chinois à rejoindre d'autres grandes organisations internationales, le Canada a aussi contribué à son développement par l'aide bilatérale et multilatérale. L'argent des contribuables canadiens a été versé par millions en Chine chaque année par l'Agence canadienne de développement international et d'autres agences internationales telles que divers organes des Nations unies.

En 2001, les contribuables canadiens ont versé près de 70 millions de dollars en aide à la Chine. La même année, le régime chinois a dépensé près de 30 milliards de dollars US à des fins militaires, se positionnant parmi les cinq pays les plus dépensiers dans ce domaine. Les dépenses militaires du Canada, quant à elles, s'étaient élevées à environ 8 milliards de dollars US.

Depuis les années 1980, le Canada aide également le régime chinois à développer ses programmes scientifiques et technologiques, en formant des scientifiques et des ingénieurs chinois au Canada et en envoyant des spécialistes canadiens en Chine pour développer le système d'enseignement supérieur chinois. Le Canada a vendu au régime des réacteurs nucléaires et a aidé au développement des infrastructures du pays.

En 2001, le régime chinois a franchi une étape importante en joignant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec le soutien du président américain Bill Clinton. Cette adhésion a permis au régime de maintenir des années de désé-

quilibre commercial en sa faveur avec de nombreux pays, dont le Canada et les États-Unis. Cela a aidé le régime à constituer des réserves de devises étrangères et à stimuler son économie, tout en coûtant des millions d'emplois aux États-Unis et au Canada après la délocalisation des manufactures en Chine pour profiter d'une main-d'œuvre moins coûteuse.

Selon une étude réalisée en 2018 par l'Economic Policy Institute, entre 2001 et 2017, les États-Unis ont perdu 3,4 millions d'emplois à la suite de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Entre 2001 et 2011, l'augmentation des importations chinoises a provoqué la perte de 150 000 à 170 000 emplois au Canada, selon un rapport de 2017 du Centre for the Study of Living Standards. Un autre rapport publié la même année par le Broadbent Institute indique que près de 550 000 emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier au Canada depuis 2000.

À l'époque, le président Clinton et le premier ministre canadien, Jean Chrétien, ont tous deux vendu l'idée de l'inclusion de la Chine dans l'OMC dans l'espoir que le rappro-

Depuis les années 1980, le Canada aide également le régime chinois à développer ses programmes scientifiques et technologiques.

chement du régime chinois à des économies occidentales améliorerait l'État de droit en Chine – qui, douze ans plus tôt, avait massacré les manifestants pro-démocratie sur la place Tiananmen – et contribuerait à une plus grande liberté accordée au peuple chinois

« L'adhésion à l'OMC fait partie du vaste programme de la Chine visant

à développer un État de droit, afin de garantir un traitement juste et équitable devant les tribunaux, tant pour les personnes que pour les entreprises », avait alors déclaré M. Chrétien.

En 2018, le déficit commercial annuel entre les États-Unis et la Chine s'élevait à près de 380 milliards de dollars américains (environ 530 milliards de dollars canadiens), tandis que le déficit entre le Canada et la Chine dépassait les 40 milliards de dollars canadiens.

Bien que le régime chinois ait bénéficié de la suppression de barrières au commerce international en adhérant à l'OMC, dans de nombreux cas, il n'a pas accordé d'avantages similaires aux autres pays. Le rapport annuel 2019 de la Chambre de commerce américaine en Chine indique que les entreprises américaines aspirent toujours à des conditions de concurrence équitables en Chine et demandent à Pékin d'honorer la réciprocité des investissements.

En 2017, le Canada a investi 250 millions de dollars dans la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, une banque multilatérale de développement mise sur pied par le régime chinois et rivalisant avec le Fonds asiatique de développement et la Banque mondiale.

Répercussions

La Chine est, aujourd'hui, la deuxième économie mondiale et a les dépenses militaires les plus élevées au monde, après les États-Unis.

Pékin a accru sa présence militaire en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et pèse lourd sur ses voisins plus petits dans des différends territoriaux en mer de Chine méridionale.

MM. Kovrig et Spavor demeurent derrière les barreaux, et Pékin continue de bloquer les importations de canola du Canada en violation des règles de l'OMC, selon Ottawa. En Chine, des millions d'individus, dont des Ouïghours du Xinjiang, des pratiquants de Falun Gong, des Tibétains et des Chrétiens, continuent d'être persécutés et même victimes de prélèvements forcés d'organes. Le gouvernement de Hong Kong, soutenu par Pékin, a violemment réprimé les manifestants pro-démocratie jusqu'au début de la pandémie.

Pékin utilise son agence Front uni (United Front) pour contrôler les Chinois vivant au Canada, en créant des associations communautaires défendant les intérêts de Pékin sur les questions qu'il juge importantes, et en utilisant activement des membres de confiance de la diaspora chinoise pour se présenter en politique.

Et lorsque le virus du PCC (Parti communiste chinois) s'est propagé à Wuhan, le régime chinois a maintenu dans l'ignorance le Canada, comme d'autres pays, ce qui a conduit à une pandémie mondiale.

La Chine derrière le fentanyl : des milliers de Canadiens meurent chaque année

OMID GHOREISHI
THE EPOCH TIMES

La dissimulation de l'épidémie du virus de Wuhan par Pékin a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes dans le monde, dont des milliers de personnes au Canada. Or le régime communiste chinois est à l'origine d'une autre crise faisant aussi des milliers de victimes chaque année au Canada : la crise des opioïdes provoquée par le fentanyl.

Selon les experts, le régime chinois utilise délibérément le fentanyl, une drogue illégale et peu coûteuse, pour favoriser la chute des sociétés nord-américaines.

« Ce n'est pas comme si [ces produits] arrivaient au Canada et aux États-Unis par accident. C'est de cette façon que la Chine drogue l'Amérique du Nord », a déclaré Christian Leuprecht, professeur de sciences politiques à l'Université Queen's et au Collège militaire royal du Canada, à *Epoch Times*.

« C'est la Chine qui prend sa revanche de la guerre de l'opium du XIX^e siècle au XXI^e siècle. »

Le fentanyl est une drogue extrêmement meurtrière – il est 50 fois plus puissant que l'héroïne et 100 fois plus puissant que la morphine. Deux milligrammes de fentanyl suffisent pour tuer une personne.

Les opioïdes ont emporté la vie d'environ 14 000 Canadiens entre janvier 2016 et juin 2019, le fentanyl a été la cause de la majorité de ces décès. Cette drogue tue également plus de 30 000 Américains chaque année.

« La crise des opioïdes est l'une des plus graves crises de santé publique de l'histoire contemporaine », peut-on lire dans un rapport de Santé Canada publié en mai 2019.

Selon les autorités policières, la Chine est la principale source de fentanyl en Amérique du Nord.

« Il est évident que le fentanyl, ou



BENJAMIN CHASTEEN/THE EPOCH TIMES

Des ambulanciers aident un homme souffrant d'une overdose à Dayton, Ohio, dans une photo d'archive.

« C'est de cette façon que la Chine drogue l'Amérique du Nord. »

CHRISTIAN LEUPRECHT, professeur de sciences politiques, Université Queen's et Collège militaire royal du Canada

les précurseurs du fentanyl qui sont les produits chimiques utilisés pour fabriquer le fentanyl, provient de Chine », a déclaré le Dr Andrew Kolodny, codirecteur de recherche sur les politiques en matière d'opioïdes à la Heller School for Social Policy and Management dans le Massachusetts, à *Epoch Times*.

Deux précurseurs du fentanyl couramment utilisés sont les produits chimiques NPP et 4-ANPP. Au début de 2017, le journaliste Ben Westhoff a entrepris des recherches sur ces composés et a découvert qu'ils faisaient l'objet de nombreuses publicités de différentes entreprises sur le web. Il a constaté que la majorité de ces entreprises était sous l'égide d'une société chimique chinoise appelée Yuancheng, selon son ouvrage *Fentanyl, Inc.: How Rogue Chemists Are Creating the Deadliest Wave of the Opioid Epidemic*.

Washington a usé de ses accords commerciaux pour obliger Pékin à prendre des mesures pour lutter contre le trafic de fentanyl. Toute-

fois, le régime chinois a refusé de promettre au Canada de prendre des mesures pour empêcher la drogue d'entrer dans le pays, selon un rapport de Global News, citant de nombreuses sources.

« [Les États-Unis] ont intégré la lutte au trafic de fentanyl en provenance de Chine dans leurs négociations commerciales. Il est donc très clair que le gouvernement chinois introduit délibérément et intentionnellement ce produit en Amérique du Nord », a déclaré M. Leuprecht.

La drogue est expédiée au Canada principalement par conteneurs et par la poste, principalement via la Colombie-Britannique.

Les opérations de fentanyl sont également liées à des activités illégales de gangs et au blanchiment d'argent, qui ont tous deux eu un impact important sur la vie quotidienne en Colombie-Britannique.

Selon le Dr Robert J. Bunker, professeur adjoint de recherche à la U.S. Army War College Strategic Studies Institute, bien que tous les décès

liés aux opioïdes ne peuvent être imputés à Pékin, le régime chinois « contribue grandement » à la crise des opioïdes pour atteindre de plus grandes aspirations.

Selon M. Bunker, alimenter « une crise de santé publique majeure » servirait les intérêts du régime « visant à établir un système autoritaire mondial chinois défiant la démocratie libérale occidentale ».

Le sénateur Vernon White, ancien chef du service de police d'Ottawa, estime que le Canada devrait imposer des sanctions commerciales à l'encontre des trafiquants chinois impliqués dans l'expédition de fentanyl au Canada.

« Il semble que, pour la Chine, les [sanctions au] commerce ont un impact », a-t-il déclaré dans une interview. « Ils doivent comprendre que s'ils n'en font pas assez, cela aura un impact sur le commerce légal. »

Avec la contribution de Bowen Xiao



LISEZ CE QUE D'AUTRES NE RAPPORTENT PAS

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

« Epoch Times offre un journalisme d'enquête de qualité supérieure, en particulier des informations approfondies sur la République populaire de Chine qui ne sont pas disponibles ailleurs. Les articles d'Epoch Times offrent des perspectives humaines et morales très variées sur la politique locale et mondiale. J'ai lu ET dans son intégralité en quelques jours. Je me suis volontiers abonné aux éditions papier et en ligne. Je discute souvent des articles d'ET. Bravo ! »

– Jeffrey Asher, professeur de sciences humaines, retraité, Ottawa

Obtenez le journal The Epoch Times anglophone pour seulement 1 \$ le premier mois

4 sections
40 pages

Votre abonnement comprend

JOURNAL PAPIER (en anglais seulement) + **ACCÈS NUMÉRIQUE ILLIMITÉ**

Livré à votre domicile chaque semaine

TheEpochTimes.com sur tous les appareils

1 \$ — Premier mois d'essai + (deux options après le premier mois d'essai)

6 mois, 3,43 \$/semaine (89,00 \$ + 1 \$ + TPS = 94,50 \$) le plus populaire

3 months, 3,83 \$/semaine (49,79 \$ + 1 \$ + TPS = 53,33 \$)

VOUS POUVEZ ANNULER EN TOUT TEMPS pendant la période d'essai. (Veuillez nous informer 5 jours avant le prochain cycle de facturation sinon l'abonnement sera automatiquement renouvelé).

3 FAÇONS SIMPLES DE S'INSCRIRE :

EN LIGNE sur **ReadEpoch.ca**

PAR TÉLÉPHONE **1-800-766-0157**

PAR COURRIER **Reader Services, The Epoch Times,
344 Consumers Road, Toronto, ON M2J 1P8**

The Epoch Times est un bastion d'espoir en cette ère de désinformation. Des nouvelles honnêtes comme autrefois - pas de propagande, pas d'intentions cachées. Essayez-le et faites l'expérience d'un journal basé sur la Vérité et la Tradition.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____ Code Postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Mode de paiement n° 1

J'ai joint un chèque à l'ordre de THE EPOCH TIMES

Mode de paiement n° 2

Veuillez débiter ma carte de crédit : VISA MasterCard

Les données personnelles sont traitées dans le strict respect des lois sur la vie privée

Numéro sur la carte _____

Numéro CVV _____

Date d'expiration

Nom sur la carte : _____

Signature : _____

ÉDITORIAL

Pour se protéger du virus du Parti communiste chinois : dire non au PCC

ÉQUIPE ÉDITORIALE
THE EPOCH TIMES

Le virus du PCC (communément appelé le nouveau coronavirus) s'est rapidement répandu dans le monde alors que le Parti communiste chinois (PCC) dissimulait la situation réelle de l'épidémie en Chine.

Jusqu'à présent, le virus s'est répandu dans la plupart des pays, avec près de 6,9 millions de personnes infectées et 398 321 décès en date du 6 juin – en supposant que le nombre de 4642 décès rapporté par les statistiques officielles du gouvernement chinois soit exact. En fait, de nombreux Chinois pensent que le nombre réel serait au moins dix fois plus élevé.

Devant ces pertes de vies humaines et ce désastre économique auquel nous devons maintenant faire face, il devient impératif de réfléchir aux relations entre la pandémie et le Parti communiste chinois, et à ce qu'il est possible de faire pour se protéger de ce fléau.

La sombre histoire du Parti communiste en est une de guerres, de famines, d'épidémies et de morts. Selon la série éditoriale d'*Epoch Times* intitulée *Les Neuf Commentaires sur le Parti communiste*, « l'essence du communisme est un spectre maléfique » dont le but ultime est de détruire l'humanité. Le PCC en serait la plus grande incarnation.

Depuis plus de 70 ans, la tyrannie du PCC a provoqué la mort de 80 millions de Chinois et a détruit leur culture et leurs valeurs morales traditionnelles. Au cours des 30 dernières années – du massacre des étudiants prodémocratie sur la place Tiananmen en 1989 à la persécution continue des pratiquants de Falun Gong depuis 1999 – le régime chinois porte une énorme responsabilité en ce qui concerne la répression de ses citoyens, tout comme les pays et les individus qui l'ont assisté dans cette tyrannie ou qui ont fermé les yeux à son sujet.

La sombre histoire du Parti communiste en est une de guerres, de famines, d'épidémies et de morts.

Depuis les 40 dernières années, le PCC profite de la mondialisation et utilise des incitatifs économiques pour influencer d'autres pays. L'infiltration du PCC à l'étranger est profonde dans les domaines politique, économique, culturel et éducatif. Son influence se manifeste, entre autres, à travers les programmes de ses Instituts Confucius, l'initiative « une ceinture, une route », souvent qualifiée de « nouvelle route de la soie », et le géant des télécommunications Huawei.

Le malheur a suivi les régions et les pays qui ont établi des liens avec le PCC et qui l'ont endossé. Le virus provoquant la COVID-19, tel qu'il s'est propagé dans le monde, est passé par les pays, les villes, les organisations et même les personnes qui ont des relations étroites avec le régime communiste chinois.

New York, le point chaud des États-Unis

Selon la carte de l'Université Johns Hopkins, les États-Unis comptent plus de 1,92 million de cas confirmés et 109 791 décès causés par la COVID-19 en date du 6 juin. L'État de New York représente à lui seul 20 % du nombre de cas confirmés et 28 % du nombre de décès total aux États-Unis.

Après que le président Richard



La police monte la garde sur une artère principale de Pékin le 31 janvier 2020.

Nixon a visité la Chine en 1972, les États-Unis ont énormément soutenu le PCC dans les domaines politique, militaire, diplomatique, économique, financier, de l'éducation ainsi que de la science et de la technologie. Plus tard, en aidant la Chine à devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les États-Unis ont pavé la voie au PCC pour établir des liens avec la communauté internationale et d'importantes richesses occidentales ont été délocalisées en Chine pour qu'elle devienne « l'usine du monde ».

Ce n'est que ces dernières années que les États-Unis ont réexaminé leurs relations avec la Chine, à mesure que les élus, fonctionnaires et groupes de réflexion américains ont pris conscience de leur contribution dans l'essor de la Chine au profit du Parti communiste.

Sans l'aide des États-Unis et sans le soutien de nombreuses multinationales, de géants de la haute technologie et de grands groupes financiers, le PCC – qui était au bord de l'effondrement économique – n'aurait pas pu devenir cette puissance hégémonique émergente qui défie aujourd'hui les États-Unis.

La ville de New York, plus grande métropole du monde, est le centre mondial de l'économie, de la finance, du commerce et des médias. Elle abrite également le siège des Nations unies et exerce une grande influence sur la politique internationale, l'éducation et la culture. En raison de ce statut spécial, la ville de New York a joué un rôle majeur dans la réalisation des programmes et la promotion des intérêts du PCC.

Wall Street, qui représente la capitale financière des États-Unis, a gardé le PCC « sous respirateur artificiel » durant de nombreuses années, et est devenu un financier dans les coulisses permettant au régime communiste chinois de se maintenir.

En infiltrant les mondes de la finance, de l'économie, du commerce, des médias, de la culture, de l'éducation et autres domaines, et en mettant à contribution la communauté sino-américaine de New York, le PCC importe la richesse et la technologie occidentales en Chine. Tout en exportant son idéologie et ses violations des droits de la personne, le PCC tente de s'emparer du leadership mondial et de détrôner les États-Unis.

C'est ainsi que New York est devenue la cible principale du virus du PCC.

Situation dévastatrice en Iran

Le PCC considère l'Iran comme son « compagnon d'armes » personnel. Les analystes estiment que les statistiques officielles iraniennes de cas confirmés et de décès liés à la COVID-19 sont largement sous-estimées. Tout comme le régime chinois, le régime autoritaire iranien a probablement eu recours à la dissimulation de l'épidémie pour « maintenir l'ordre social ».

De nombreux hauts fonctionnaires iraniens ont contracté le virus, notamment les vice-président et vice-ministre de la Santé iraniens, et beaucoup sont décédés de cette infection.

Le régime chinois soutient économiquement et militairement l'Iran depuis des années. Le PCC a même fourni à l'Iran des technologies clés pour la fabrication d'armes nucléaires afin de menacer et de contraindre les pays démocratiques.

L'Iran est un important centre géostratégique à partir duquel le régime peut pénétrer l'Europe, l'Asie et l'Afrique par le biais de son initiative « une ceinture, une route », lancée par le régime en 2013 et visant à exporter l'hégémonie communiste.

Les pays d'Europe

Hormis la Chine et l'Iran, parmi les pays les plus touchés par l'épidémie (plus de 5000 infections confirmées), l'Espagne vient en tête de peloton avec plus de 241 000 cas confirmés, 27 000 décès et un taux d'infection de 616 cas/100 000 personnes en date du 6 juin. Trois proches du premier ministre Pedro Sánchez et du vice-premier ministre ont été infectés.

La gravité de la situation de l'Espagne envoie un message fort selon lequel les politiques pro-communistes du gouvernement espagnol ont apporté le malheur au pays.

L'Espagne a été le premier pays de l'UE à tendre la main au PCC après le massacre de la place Tiananmen le 4 juin 1989.

L'Italie a été le pays européen le plus durement touché par la pandémie. Elle entretient d'ailleurs d'étroites relations avec le PCC.

L'Italie est membre du G7 et est un pays développé et démocratique. Cependant, malgré l'opposition de ses alliés, l'Italie a formé une alliance avec le PCC en mars 2019 visant à « renforcer un partenariat stratégique global ». Elle est également le premier pays de l'Union européenne à adhérer à l'initiative « une ceinture, une route ».

L'Italie entretient 74 relations de jumelage avec la Chine communiste, notamment dans la région de Lombardie – qui compte le plus grand nombre d'infections et de décès – et dans des villes telles que Milan, Venise et Bergame.

De grands pays européens tels que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont maintenant également touchés par la pandémie. Le premier ministre britannique n'a pas été épargné et a même failli y laisser sa vie.

Tous ces pays ont été « proches » du PCC ces dernières années. Par exemple, bien qu'il soit connu que le PCC utilise la technologie 5G de Huawei comme stratégie d'infiltration, les trois pays ont préféré ignorer la mise en garde et donner le feu vert à l'entreprise.

Les régions qui ont été le plus durement touchées dans ces pays – à savoir Londres au Royaume-Uni, l'Oise en France et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie en Allemagne – ont toutes noué des relations d'amitié avec le PCC.

L'expérience des pays européens face à la pandémie sonne comme une alarme pour le monde.

La situation des pays voisins de la Chine varie grandement

Comparativement à l'Europe et à l'Amérique du Nord, la situation de la COVID-19 dans les régions proches de la Chine continentale illustre encore plus clairement la relation entre la pandémie et le PCC.

Le malheur a suivi les régions et les pays qui ont établi des liens avec le PCC et qui l'ont endossé.

Le Japon, la Corée du Sud, Hong Kong et Taïwan sont tous des voisins proches de la Chine. Or, le nombre de personnes infectées à Hong Kong et à Taïwan est bien inférieur à celui du Japon et de la Corée du Sud. Ces pays ont adopté des attitudes différentes envers le régime chinois.

Actuellement, le Japon et la Corée du Sud comptent respectivement 17 000 et 11 719 cas confirmés. Or, Hong Kong et Taïwan, qui ont tous les deux des relations commerciales et économiques plus étroites avec la Chine continentale, ne comptent respectivement que 1105 et 443 cas confirmés. Les premiers cas à Hong Kong ont été importés du

continent, les personnes infectées par la suite comprenaient des membres de la police anti-émeute et des fonctionnaires pro-Pékin. La grande majorité des cas à Taïwan a été importée.

Depuis qu'elle a établi des relations diplomatiques avec le régime communiste chinois en 1992, la Corée du Sud a progressivement renforcé ses relations économiques et commerciales avec le PCC. Et depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel s'est rapproché du régime et a augmenté les investissements bilatéraux.

Bien que le gouvernement japonais n'entretienne pas de relations étroites avec le PCC, un grand nombre d'entreprises japonaises ont investi en Chine, s'appuyant ainsi sur le PCC et lui transférant des ressources vitales. En outre, le Japon et le PCC ont noué 256 liens amicaux entre différentes provinces et municipalités. Parmi elles, Hokkaido, Tokyo, la préfecture d'Aichi, la préfecture de Kochi et d'autres régions connaissent de graves épidémies du virus.

Bien que Hong Kong et Taïwan entretiennent des relations économiques et commerciales extrêmement étroites avec la Chine, les habitants de Hong Kong et de Taïwan n'ont pas été aveuglés par leurs intérêts financiers.

En 2019, la population de Hong Kong a massivement protesté contre le contrôle du PCC et certains ont même risqué leur vie pour s'opposer au régime chinois. La répression brutale des manifestants a révélé le vrai visage du PCC et a réveillé le peuple taïwanais.

L'élection d'une présidente taïwanaise prodémocratie en janvier 2020 révèle la détermination du peuple taïwanais à garder ses distances avec le PCC. Les résultats de l'élection présidentielle ont sauvé Taïwan.

Taïwan n'a pas eu recours au confinement, l'économie du pays n'a pas été mise à mal, et le nombre d'infections et de décès dans l'île est parmi les plus bas au monde. Taïwan est demeurée méfiante envers le PCC et n'a pas suivi aveuglément les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), fortement influencée par le régime chinois.

Les situations de Hong Kong et de Taïwan sont révélatrices : en rejetant le PCC, il est possible de se protéger du virus.

Rejeter le PCC

Les grandes épidémies apparaissent toujours brusquement et disparaissent comme elles sont venues. Les écrits historiques démontrent également que chaque épidémie avait une cible précise.

Par exemple, la peste bubonique a marqué la période de transition entre la dynastie Ming et la dynastie Qing – également appelée conquête de la Chine par les Mandchous – au cours de laquelle eurent lieu dix ans de combat entre l'armée Ming, l'armée Qing (établie par le clan mandchou dans le nord-est de la Chine) et l'armée Li Zicheng, une force paysanne rebelle.

Or, au cours de cette période, la peste bubonique n'a visé que l'armée Ming, laissant les armées Qing et Li Zicheng indemnes.

Ces fléaux ne sont pas accidentels. Dans le cas du virus du PCC, la dissimulation de l'épidémie par le régime communiste a permis au virus de se propager dans le monde entier. Les chemins qu'il a empruntés montrent que ceux qui ont entretenu des liens étroits avec le régime communiste chinois ont été particulièrement touchés. En se protégeant de ce régime tyrannique, il est également possible de se protéger du virus du PCC.

Équipe éditoriale
Juin 2020

Ex-ministre de la Justice : la pandémie est un symptôme de la « culture de corruption et de criminalité » de Pékin

La COVID-19 est le prix à payer pour avoir ignoré pendant des années les crimes du régime chinois, selon l'avocat David Matas

JUSTINA WHEALE
THE EPOCH TIMES

La « suppression persistante de la vérité » par le Parti communiste chinois (PCC), qui est un élément clé de la persécution répandue en Chine depuis des décennies, est à blâmer pour la pandémie de la COVID-19 dont souffre le monde aujourd'hui, déclare l'ex-ministre canadien de la Justice, Irwin Cotler.

« La suppression de la vérité par le PCC, l'arrestation et la disparition de ceux qui ont cherché à dire la vérité – s'agissant de médecins ou de dissidents – et la campagne mondiale de désinformation visant à dissimuler la vérité et à blâmer les autres sont à l'origine de la pandémie », a déclaré M. Cotler dans une interview.

La pandémie mondiale est le plus récent symptôme de la « culture de corruption et de criminalité » profondément enracinée au sein du Parti, a déclaré M. Cotler, soulignant les violations endémiques des droits de l'homme en Chine, telles que les prélèvements forcés d'organes sur des prisonniers de conscience du Falun Gong, la répression des Tibétains et des musulmans ouïgours, et la persécution des journalistes et des militants pour la démocratie.

Pékin a fait face à une pression internationale croissante concernant sa gestion de la crise, alors que des questions sur la transparence et l'exactitude des données officielles liées à la COVID-19 sont soulevées.

Mais l'atteinte aujourd'hui d'un niveau pandémique de la COVID-19 serait, en partie, attribuable au fait que, pendant des années, la communauté internationale a négligé d'exiger des comptes de la Chine pour ses abus systémiques dans le domaine médical, a déclaré David Matas, un avocat canadien spécialisé dans les droits de la personne.

« Si le système mondial avait exigé la transparence et la responsabilité pour les abus en matière de



SEAN KILPATRICK / THE CANADIAN PRESS

▲ L'ex-ministre canadien de la justice, Irwin Cotler

“ Si le système mondial avait exigé la transparence et la responsabilité [...] nous n'aurions pas eu ce coronavirus aujourd'hui.

DAVID MATAS,
Avocat international des droits de la personne

transplantations d'organes, et si la Chine avait subi une pression internationale exigeant la transparence et la responsabilité de son système de santé pour ces abus, nous n'aurions pas eu ce coronavirus aujourd'hui », a déclaré M^e Matas.

« Nous subissons aujourd'hui les conséquences d'avoir fermé les yeux. »

M^e Matas est l'un des premiers à avoir enquêté sur les prélèvements forcés d'organes de pratiquants de Falun Gong en Chine. *Epoch Times* a été le premier média à couvrir le sujet en 2006.

Responsabilité

En avril, les États-Unis ont annoncé qu'ils suspendraient leur financement à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et qu'ils lanceraient une enquête sur la mauvaise gestion de la pandémie par l'agence des Nations unies, en invoquant ses liens manifestement étroits avec la Chine. L'OMS a maintes fois minimisé le

risque de propagation du virus et a repris tel quel les données du Parti sur le nombre d'infections, alors que des preuves de dissimulation émergeaient.

« Nous devons être vigilants vis-à-vis du système de santé du gouvernement chinois, des déclarations du gouvernement chinois – nous ne pouvons pas nous fier à leurs données, nous ne pouvons pas nous fier à leurs déclarations », affirme M^e Matas.

« Le PCC, de tout son poids et de par le monde, répand sa propagande, fait pression, intimide, utilise des moyens économiques et politiques pour dissimuler, nier, obscurcir et présenter un récit contrefactuel. Et pour trop de gens dans le monde, il est simplement plus commode, politiquement et économiquement, de s'y rallier. »

Le 17 avril, la Chine a rapporté une augmentation de 50 % du nombre de morts à Wuhan, l'épicentre de l'épidémie – atteignant ainsi 3869

décès – affirmant que les cas avaient été initialement sous-estimés en raison de « ressources médicales surchargées ». Toutefois, un scepticisme généralisé demeure quant à la fiabilité des chiffres actualisés.

Bien que plusieurs pays occidentaux aient ouvertement critiqué la gestion de la pandémie par la Chine, les responsables canadiens sont restés silencieux.

Lors d'une conférence de presse, le 17 avril, des journalistes ont demandé au premier ministre canadien, Justin Trudeau, s'il estimait que le nombre révisé de décès en Chine était la preuve que Pékin avait camouflé l'étendue de l'épidémie, il a refusé de répondre directement. Au lieu de cela, il a dit que ce n'était « pas le moment » de se concentrer sur la gestion de l'épidémie dans « d'autres pays ».

Lors d'une conférence de presse tenue le 13 mai, M. Trudeau a rompu son habitude d'éviter de montrer du doigt la Chine. « Je pense qu'il est clair qu'il y a beaucoup de questions pour les pays concernant les origines et la gestion des premiers jours de l'épidémie de la COVID-19, en particulier des questions pour la Chine », a-t-il déclaré.

Ses commentaires sont survenus après la publication d'un sondage Angus Reid indiquant que plus de 80 % des Canadiens ont une opinion négative de la Chine.

Selon M. Cotler, « le moins » que le Canada puisse faire est d'utiliser la loi Magnitsky pour appliquer des sanctions contre des responsables spécifiques du PCC qui ont violé les droits de la personne en se livrant à une dissimulation délibérée et à la persécution des lanceurs d'alerte.

M. Cotler a relevé d'autres initiatives juridiques pour que Pékin soit tenu pour responsable, comme celles prises par certains législateurs américains.

« L'essentiel est de soutenir le peuple chinois », a déclaré M. Cotler.

Un crime sans précédent

Pékin tue les prisonniers de conscience pour leurs organes

JOAN DELANEY
THE EPOCH TIMES

Il y a 14 ans, en 2006, *Epoch Times* faisait part d'allégations selon lesquelles la Chine communiste prélevait systématiquement et vendait des organes de milliers de prisonniers de conscience du Falun Gong, les tuant de ce fait. C'était sept ans après que les autorités chinoises ont eu lancé une campagne de propagande haineuse et de persécution contre la pratique spirituelle du Falun Gong.

Le reportage d'*Epoch Times* était basé sur des informations provenant de sources chinoises qui avaient raconté des récits poignants de médecins prélevant des organes sur des victimes encore vivantes et alimentant un commerce lucratif et institutionnalisé de transplantations.

« Après les prélèvements d'organes à vif, certains de leurs corps étaient directement jetés dans le four crématoire. Aucune trace des corps n'était laissée », a déclaré l'une des sources, sous le pseudonyme « Annie » pour protéger son identité. Son ex-mari, un chirurgien, avait été l'un des médecins chargés de participer à cette pratique macabre. Il a confié à Annie avoir retiré les cornées d'environ 2000 pratiquants de Falun Gong entre 2001 et 2003.

Plus tard en 2006, les récits des sources ont été corroborés par une enquête menée par l'ex-secrétaire d'État canadien David Kilgour – également ancien procureur – et David Matas, avocat international

spécialisé dans les droits de la personne basé à Winnipeg.

Dans leur rapport de juillet 2006, MM. Kilgour et Matas ont conclu que les allégations étaient vraies et qu'« il y a eu et qu'il continue d'y avoir aujourd'hui à grande échelle des prélèvements d'organes sur des pratiquants de Falun Gong non consentants » en Chine, et vendus

“ David Matas et David Kilgour ont vraiment mis en lumière le plus sombre des maux de notre époque.

BORYS WRZESNEWSKYJ
Député fédéral canadien

à prix élevés.

Le Falun Gong, également connu sous le nom de Falun Dafa, est une pratique spirituelle qui consiste en des exercices de méditation et des enseignements moraux centrés sur les principes d'authenticité, de bienveillance et de tolérance. Ses adhérents affirment que la pratique améliore grandement la santé et le bien-être, et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario a statué que le Falun Gong est une « croyance protégée » en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario, en citant des preuves d'experts selon lesquelles ses enseignements sont « profondément moraux ».

Cependant, en raison de son im-



JOFFERS951

▲ Des pratiquants de Falun Gong méditent dans un parc à Toronto en 2014.

mense popularité et de son indépendance vis-à-vis de l'État, la pratique n'a pas été tolérée par le régime communiste chinois. Depuis le début de la persécution en 1999, des millions de pratiquants de Falun Gong ont été emprisonnés et torturés, et un nombre indéterminé d'entre eux ont été tués.

MM. Matas et Kilgour affirment qu'après le début de la persécution, l'industrie chinoise de la transplantation a connu une croissance rapide.

En février 2019, s'exprimant lors d'une audience parlementaire sur un projet de loi visant à freiner le trafic international d'organes, le député libéral Borys Wrzesnewskyj a déclaré que, depuis la Seconde Guerre mondiale, le monde n'avait pas connu d'« horreurs humaines à l'échelle industrielle commises par un État, un gouvernement » telles que les prélèvements d'organes effectués par le régime communiste de Chine.

« David Matas et David Kilgour ont vraiment mis en lumière le plus sombre des maux de notre époque », a déclaré M. Wrzesnewskyj.

En 2016, MM. Kilgour et Matas ont co-publié, avec le journaliste d'enquête américain Ethan Gutmann, une mise à jour de leur rapport, révélant

que l'ampleur de ce système est encore plus importante que ce qu'ils avaient anticipé. Ils concluent que 60 000 à 100 000 transplantations ont lieu en Chine chaque année et que la plupart des sources d'organes sont principalement des pratiquants de Falun Gong, mais aussi des Tibétains, des chrétiens des églises clandestines et des musulmans ouïgours.

Le fait que le régime ait pu perpétuer ce système sur des pratiquants de Falun Gong, en toute impunité et pendant toutes ces années, lui a donné carte blanche pour étendre ses violations, plus récemment contre les Ouïgours, a déclaré M^e Matas.

Le 17 juin 2019, le China Tribunal, un tribunal populaire indépendant à Londres, présidé par Sir Geoffrey Nice QC, a conclu dans son jugement final que « les prélèvements forcés d'organes ont été commis pendant des années dans toute la Chine à une échelle significative et que les pratiquants de Falun Gong ont été une – et probablement la principale – source d'approvisionnement », et que cela constitue un « crime contre l'humanité ».

Le Parlement européen et le Congrès américain ont tous deux adopté des résolutions condamnant les prélèvements illégaux d'organes par la Chine, et certains pays ont adopté des lois pour empêcher leurs citoyens de se rendre en Chine pour obtenir une greffe de manière illicite.

OPINION

Lutte contre le virus

L'Australie a bénéficié de son approche proactive face au régime chinois

XINYU CHEN
THE EPOCH TIMES

Alors que de nombreux pays sont toujours en confinement ou commencent tout juste à alléger les restrictions, à la suite de la pandémie COVID-19, l'Australie a commencé à ouvrir des plages publiques et à assouplir les règles fin avril et continue à prendre de l'avance dans ses efforts pour protéger la vie de ses citoyens.

En date du 6 juin, avec une population de 25,7 millions d'habitants, l'Australie compte environ 7255 cas d'infection et 102 décès attribuables au virus du PCC (Parti communiste chinois).

En revanche, en date du 6 juin, avec une population de 37,9 millions d'habitants, le Canada compte plus de 95 947 cas d'infection et plus de 7778 décès.

Début avril, le journaliste du *Financial Times*, John Burn-Murdoch, en avait déjà pris note : « L'Australie, un exemple rare de pays anglophone sur une trajectoire douce », avait-il écrit dans un Tweet.

Bien que personne ne sache quand et comment la pandémie se terminera, il est important de réfléchir à la manière dont un pays comme l'Australie a réussi à surmonter l'épreuve et à ce qu'il peut faire pour maintenir le cap tout en s'attaquant aux défis complexes qui l'attendent dans tous les secteurs de la société.

À cet égard, une grande partie du succès de Canberra semble découler de sa vigilance et de son attitude déterminée face au régime communiste chinois.

Protéger la sécurité nationale

Une mesure clé adoptée par l'Australie pour contenir la propagation du virus a été la fermeture de ses frontières aux visiteurs en provenance de Chine le 1^{er} février, malgré les fortes protestations de Pékin et contre les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

C'était « la bonne décision » et « l'une des décisions les plus importantes prises par un gouvernement australien depuis des décennies » a récemment affirmé le ministre de la Santé, Greg Hunt, à Sky News.

Peu de temps après, la constitution de réserves d'équipements de protection individuelle (ÉPI) en janvier et février, tels que masques, gants, blouses et désinfectants pour les mains, par le régime chinois, a entraîné des pénuries dans le monde entier. L'Australie n'a pas fait exception. Comme l'a rapporté *Epoch Times*, le régime avait ordonné au Département de travail du Front uni de mobiliser des groupes étrangers favorables à Pékin pour acheter de grandes quantités de ces fournitures médicales et les expédier en Chine.

Les médias australiens ont largement rapporté que les entreprises Greenland Group et Risland, liées à la Chine, en Australie, ont envoyé d'importantes quantités de ces équipements en Chine. En deux mois, Pékin aurait accumulé environ 2,5 milliards de pièces d'ÉPI, selon les données du gouvernement chinois.

Canberra a rapidement interdit l'exportation non commerciale de ces équipements, imposant des amendes et des peines de prison à toute violation de l'interdiction.



ROHAN THOMSON/GETTY IMAGES

▲ Le Premier ministre australien Scott Morrison s'exprime lors d'une conférence de presse à Canberra, en Australie, le 8 mai 2020.

Des préoccupations mondiales ont également été soulevées par les rachats étrangers d'entreprises en difficulté en raison de la pandémie, en particulier par des États autoritaires comme Pékin, pouvant compromettre les chaînes d'approvisionnement et la sécurité nationale des pays.

En réponse à ces préoccupations, le ministre australien des Finances, Josh Frydenberg, a annoncé le 29 mars des changements dans la politique d'examen des investissements étrangers du pays, exigeant que tous les projets de rachat étranger soient examinés indépendamment de leur valeur, plutôt que d'examiner seulement ceux dont la valeur dépasse divers seuils définis.

Cette mesure vise à éviter « un comportement prédateur à l'encontre de l'intérêt national » et sera effective « pour toute la durée de la crise actuelle », a-t-il déclaré.

Par coïncidence, les données du ministère australien de la Santé indiquent une notable tendance à la baisse de ces nouveaux cas quotidiens peu après cette date, tendance qui se poursuit aujourd'hui.

Défier la coercition

Puis, à la mi-avril, la ministre australienne des Affaires étrangères, Marise Payne, a réclamé une étude indépendante sur les causes de la pandémie, incluant sur la gestion initiale de l'épidémie à Wuhan par Pékin. Elle a rapidement reçu le soutien de la contre-ministre des Affaires étrangères, Penny Wong, suivi du premier ministre Scott Morrison et d'autres.

Le régime communiste chinois a tenté de discréditer la demande en accusant Can-

berra de politiser la pandémie et en prévenant que les citoyens chinois pourraient boycotter l'Australie dans divers domaines, notamment le bœuf, le vin, le tourisme et les étudiants internationaux.

Lorsque Canberra a refusé de faire marche arrière, Pékin a interdit les importations de bœuf de quatre grands producteurs australiens et a imposé des droits de douane de 80 % sur l'orge australienne.

Malgré la désinformation et la coercition économique de Pékin, Canberra est restée ferme, obtenant le soutien de plus de 120 pays pour une motion coparrainée réclamant une enquête indépendante de la réponse mondiale à la COVID-19, y compris sur les origines du virus et sa voie de transmission à l'homme. L'OMS a adopté la motion lors d'une assemblée virtuelle le 19 mai.

Dissuader l'ingérence étrangère et l'espionnage

La réponse vigilante de l'Australie au PCC pendant la pandémie est cohérente avec les mesures mises en place par Canberra ces dernières années qui révèlent clairement une prise de conscience croissante de l'urgence et de la nécessité de se protéger des menaces posées par le régime communiste.

En 2016, le premier ministre Malcolm Turnbull a commandé un rapport sur l'étendue de l'ingérence étrangère en Australie. Le rapport classifié, divulgué aux médias en 2018, a révélé que le PCC avait, au cours de la dernière décennie, tenté d'influencer les partis politiques australiens et l'élaboration des politiques à tous les niveaux du gouvernement.

En réponse, le gouvernement de M. Turnbull a introduit une législation qui interdit les dons étrangers aux candidats politiques, a élargi la définition des activités d'espionnage et a exigé de tous ceux qui travaillent pour le compte d'entités étrangères de déclarer publiquement pour qui ils travaillent.

L'Australie a également été

l'un des premiers pays à interdire Huawei de ses réseaux 5G pour des raisons de sécurité nationale. En 2018, Canberra a empêché Huawei de fournir la technologie 5G à l'Australie, tout en interdisant en même temps à ZTE, une autre entreprise technologique chinoise, de fournir cette technologie.

« L'enjeu fondamental est celui de la confiance entre les nations dans le cyberspace », a écrit Simeon Gilding, chercheur principal à l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI), dans un article d'opinion en janvier.

« Au cours de la dernière décennie, le Parti communiste chinois a détruit cette confiance par son piratage à grande échelle et sans discernement des réseaux étrangers et sa détermination à diriger et contrôler les entreprises technologiques chinoises », a ajouté M. Gilding, qui jusqu'en décembre 2019 était à la tête de la division du renseignement d'origine électromagnétique (Signals Intelligence) et des cyberattaques de l'Australian Signals Directorate, un service du renseignement de l'Australie.

En raison des inquiétudes concernant les cyberattaques en provenance de Chine, l'Australie avait déjà exclu Huawei de l'appel d'offres pour la construction de son réseau national à large bande en 2012.

« Diversifier ses options commerciales », « Se tourner vers les vrais amis »

La vigilance de Canberra, conjuguée à une action éclairée et opportune contre le PCC, pourrait bien être le facteur ayant le plus contribué à l'issue favorable de la pandémie en Australie jusqu'à présent. Elle témoigne également du type de politique et d'orientation judiciaires vis-à-vis de la Chine, ce qui continuera probablement à bien servir le pays dans les temps à venir.

Au sein d'un tel contexte, Canberra a bénéficié non seulement du soutien bipartite mais également d'un large soutien public pour ses décisions et son lea-

dership concernant l'interdiction de Huawei et le lancement d'une enquête mondiale sur la pandémie. Le recours manifeste de Pékin à la coercition et à la désinformation a terni sa propre image et a augmenté la méfiance des Australiens à l'égard de la grave menace qu'il représente.

Vicky Xiuzhong Xu, analyste à l'ASPI, a écrit dans un article d'opinion que « l'Australie ne doit pas s'incliner devant la Chine, mais diversifier ses options commerciales » et « se tourner vers ses vrais amis ».

Dans son article, publié par le *Sydney Morning Herald* le 21 mai, M^{me} Xu recommande de former une alliance forte entre nations partageant les mêmes valeurs et d'élaborer une vision à long terme visant à réduire la dépendance à l'égard de la Chine afin d'aider l'Australie à surmonter les tactiques de Pékin.

Maintien des valeurs

Une enquête menée au cours de la troisième semaine de mai montre que 79 % des Australiens estiment que le pays réagit à la pandémie de façon appropriée et que 67 % pensent que le gouvernement fait un « bon » ou un « excellent » travail. Malgré les inquiétudes concernant l'économie et l'emploi, « les Australiens continuent à avoir une grande confiance dans les accomplissements et les actions du gouvernement », selon l'enquête.

Le premier ministre Morrison a souligné que l'Australie n'échangerait jamais « ses valeurs » et qu'elle traiterait avec les autres pays « de manière équitable, honnête et ouverte », rapportait le *Guardian* en mai.

« Nous avons toujours été indépendants [...] et nous restons toujours sur nos positions quand il s'agit des choses auxquelles nous croyons et des valeurs que nous défendons », a-t-il fait remarquer.

Les propos exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne représentent pas nécessairement le point de vue d'Epoch Times.

LA CRISE EN CHINE NOUS AFFECTE TOUS

QUE FAIRE POUR CRÉER UN CHANGEMENT POSITIF ?

APPRENEZ-EN DAVANTAGE SUR LA DISSIMULATION QUI A CONDUIT À LA PANDÉMIE ET SUR CE QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE MAINTENANT

CCPVirusTruth.com (en anglais seulement)

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

Réponse mondiale à la dissimulation du virus par Pékin

Synthèse des mesures prises dans différents pays pour tenir Pékin responsable de la pandémie et pour exiger réparation.

Australie

Le Premier ministre australien Scott Morrison a défié la coercition économique de Pékin et a maintenu son appel en faveur d'une enquête indépendante sur la gestion de l'épidémie par le régime chinois. Une coalition de 120 pays a soutenu l'Australie pour déposer une motion demandant à l'OMS une enquête sur la réponse mondiale à l'épidémie, incluant l'origine du virus et son mode de transmission à l'humain.

Après que des entreprises soutenues par la Chine, en Australie, ont acheté de grandes quantités d'équipements de protection

individuelle pour les expédier en Chine, le gouvernement australien a interdit l'exportation non commerciale de ces équipements. Devant le risque de voir des entreprises d'État chinoises prendre possession des entreprises en difficulté dans le contexte de la crise économique provoquée par la pandémie, Canberra a exigé que toutes les offres publiques d'achat étrangères soient examinées.



Le Premier ministre australien Scott Morrison
ROHAN THOMSON/
GETTY IMAGES

La sénatrice australienne Concetta Fierravanti-Wells a déclaré que l'Australie devrait réduire sa dépendance économique vis-à-vis du régime chinois et devrait se « découpler de la Chine ».

États-Unis

L'administration américaine a très sévèrement critiqué la gestion de l'épidémie par le Parti communiste chinois (PCC), le président Donald Trump ayant même déclaré « nous pourrions mettre complètement fin à cette relation », dans une interview accordée à FOX Business. Le secrétaire d'État Mike Pompeo a déclaré que le régime chinois « paiera le prix » pour ne pas avoir partagé les informations dont il disposait, ce qui a permis au virus de se propager dans le monde entier.

Par ailleurs, le Congrès prend davantage position contre Pékin. Une série de projets de loi a été présentée à cette fin, notamment une loi qui imposerait des sanctions au régime chinois, réduirait la dépendance de la chaîne d'approvisionnement vis-à-vis de la Chine et priverait le pays de sa protection d'immunité



Le président américain Donald Trump
CHARLOTTE CUTHBERTSON/
THE EPOCH TIMES

souveraine devant les tribunaux américains, ce qui permettrait d'engager des poursuites contre la Chine aux États-Unis. Les congressistes ont également présenté une résolution bipartite condamnant le régime chinois pour son rôle dans la pandémie.

En outre, les législateurs ont initié des mesures visant les entreprises de technologie chinoises, notamment l'interdiction aux fonctionnaires fédéraux d'utiliser les plateformes technologiques considérées par le Département d'État américain comme étant sous le contrôle du PCC, telles que Tencent, Alibaba et Baidu. L'administration Trump a également pris des mesures pour bloquer l'approvisionnement en semi-conducteurs de la société de télécommunications chinoise Huawei en visant les fabricants mondiaux de puces électroniques.

Taïwan



La présidente taïwanaise Tsai Ing-wen
SAM YEH/AFP VIA GETTY IMAGES

Taïwan a été l'un des pays à avoir le mieux géré l'épidémie. Elle est restée vigilante à l'égard de Pékin et ne s'est pas fiée aux informations en provenance du régime. L'île autonome demande toujours son adhésion à l'OMS, le régime chinois s'y oppose vigoureusement.

Le gouvernement taïwanais a fait don de millions de masques à certains pays durement touchés par l'épidémie, démontrant au monde qu'elle est un « bon citoyen » international et le succès de son système démocratique par rapport au régime autoritaire de son voisin communiste.

Suède

Le gouvernement suédois a joint sa voix à d'autres leaders mondiaux pour demander une enquête sur l'origine du virus, la ministre de la Santé Lena Hallengren ayant déclaré : « Il est à la fois raisonnable et important qu'une enquête internationale indépendante soit menée pour connaître l'origine et



La ministre suédoise de la santé, Lena Hallengren
JONATHAN NACKSTRAND/
AFP VIA GETTY IMAGES

la propagation du coronavirus. »

La deuxième plus grande ville de Suède, Göteborg, a rompu son accord de jumelage avec Shanghai, et le pays a fermé son dernier Institut Confucius en avril.

Japon

Le Japon a investi 2,2 milliards de dollars de son plan de relance économique pour transférer la production des entreprises manufacturières japonaises hors de Chine, réduisant leur dépendance vis-à-vis de ce pays.

« En ce qui concerne les produits



Le Premier ministre japonais Shinzo Abe
STR/JIJI PRESS/AFP
VIA GETTY IMAGES

à forte valeur ajoutée et pour lesquels nous sommes fortement dépendants d'un seul pays, nous avons l'intention de relocaliser les sites de production au Japon », a déclaré le Premier ministre Shinzo Abe, selon le *Japan Times*.

Union européenne

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a soutenu les appels en faveur d'une enquête sur les débuts de la pandémie. Le ministre des Affaires étrangères de l'Europe, Josep Borrell, a récemment déclaré que l'Europe avait été « un peu naïve » dans ses relations avec la Chine. Il a également noté dans un récent article d'opinion paru dans le *Sydney Morning Herald* que « les changements dans les relations UE-Chine se sont accélérés depuis l'apparition du coronavirus ».



La Présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen
OLIVIER HOSLET/EPA/
AFP VIA GETTY IMAGES

Royaume-Uni

Le 23 mai, *The Telegraph* a rapporté que le Premier ministre britannique Boris Johnson prévoit suspendre complètement la participation de Huawei aux réseaux 5G du pays d'ici 2023.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic



Le ministre britannique des affaires étrangères, Dominic Raab
DANIEL LEAL-OLIVAS/
AFP VIA GETTY IMAGES

Raab, avait également déclaré à la mi-avril que la Chine devra fournir des explications au sujet de l'éclosion du coronavirus.

« Il ne fait aucun doute que nous ne pouvons pas continuer comme si de rien n'était après cette crise », a déclaré M. Raab.

Nouvelle-Zélande

Le vice-premier ministre Winston Peters a déclaré qu'il soutenait « une enquête internationale exhaustive » sur l'origine du virus.

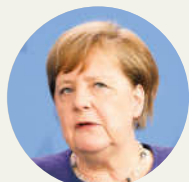
M. Peters a également fait l'éloge de Taïwan pour sa gestion de l'épidémie et a soutenu la candidature de l'île autonome à l'OMS, rejetant les critiques de l'ambassadeur chinois [en Nouvelle-Zélande].



Le vice-premier ministre néo-zélandais Winston Peters
HAGEN HOPKINS/
GETTY IMAGES

Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a également demandé plus de transparence de la part de Pékin, déclarant que « plus la Chine sera transparente sur l'origine du virus, mieux ce sera pour tout le monde afin d'en tirer les leçons ». Le gouvernement allemand a rejeté les demandes des diplomates chinois de faire l'éloge de Pékin à l'épidémie, a rapporté Reuters.



La chancelière allemande Angela Merkel
OMER MESSINGER-POOL/
GETTY IMAGES



Le président français Emmanuel Macron
FRANCOIS MORI/POOL/AFP
VIA GETTY IMAGES

France

Le président français Emmanuel Macron a déclaré que c'était « naïf » de dire que la Chine avait mieux géré l'épidémie que d'autres pays. Il a fait ce commentaire lors d'une interview au *Financial Times*, lorsqu'on lui a demandé si les mesures prises par les autorités chinoises pour contenir le virus ont été plus efficaces que celles des démocraties occidentales.

Le ministère français des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur Lu Shaye en avril au sujet de commentaires de la part de l'ambassade de Chine en France critiquant la gestion de l'épidémie par les pays occidentaux et faisant l'éloge de celle de Pékin.

ACTIONS JURIDIQUES

Plusieurs pays – dont les États-Unis, l'Inde, Israël, le Royaume-Uni, l'Égypte, la Turquie, l'Argentine et le Nigeria – ont intenté des actions en justice contre Pékin pour sa gestion de l'épidémie.

Aux États-Unis seulement, les États du Missouri et du Mississippi ainsi que des individus et des entreprises de plusieurs États, dont la Floride, le Texas, la Californie et la Pennsylvanie, ont intenté des poursuites contre Pékin et réclamé des milliards de dollars de compensation. Entre-temps, une législation visant à lever les obstacles aux poursuites intentées contre le régime a été introduite par un certain nombre de législateurs américains.

Le Conseil international des juristes basé à Londres et l'Association du barreau de l'Inde ont déposé une plainte conjointe auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies contre le régime chinois, afin d'obtenir des compensations.

Même en Chine, un nombre croissant de citoyens ont engagé des actions en justice contre le régime pour sa gestion de la pandémie.



STUDIOSMART/SHUTTERSTOCK

AUTRES ACTIONS

Les 194 États membres de l'OMS ont adopté à l'unanimité une résolution pour enquêter sur la réponse mondiale à la pandémie. De nombreux pays, dont le Canada, se sont joints aux États-Unis pour soutenir l'adhésion de Taïwan à l'OMS.

Les législateurs de nombreux pays, y compris des députés de l'opposition au Canada, ont pressé leurs gouvernements à revoir leur politique à l'égard de la Chine.

En avril, plus de 200 experts et politiciens dans le monde, dont plusieurs députés canadiens, ont signé une lettre ouverte exprimant leur inquiétude quant à la dissimulation de la pandémie par le régime chinois, affirmant que son règne de terreur met en danger non seulement les citoyens chinois, mais le monde entier.

Les Canadiens transmettent la bienveillance pendant la pandémie

LEE HARDING
THE EPOCH TIMES

Au cours de la pandémie COVID-19, les démonstrations de gentillesse n'ont cessé de se multiplier d'un bout à l'autre du pays. Sans fanfare ni trompette, des individus et des organisations ont non seulement donné d'eux-mêmes, mais aussi de leurs biens pour aider les autres.

À Paris, en Ontario, Collin Bliss a déposé des provisions à la porte de trois couples âgés confinés à la maison.

« Ils ne veulent pas se risquer à sortir », a déclaré Collin à *Epoch Times*. « Ils ont tous plus de 80 ans. S'ils attrapent un rhume, ils seront cloués au lit pendant deux semaines. »

Bien que Collin jouisse d'une bonne santé, ses revenus ont diminué. La pandémie a écarté ses habituelles opportunités d'entrepreneur et de gestionnaire de projet informatique. Il a consacré ses temps libres à faire des travaux de jardinage et des tâches manuelles pour des personnes âgées et des mères monoparentales.

« Je pense que cette situation réveillera beaucoup de gens et renforcera les communautés comme elles devraient l'être, maintenant que les distractions comme le sport et les concerts ont disparu. C'est une bénédiction », a-t-il déclaré.

Collin ajoute : « L'histoire de cette mère monoparentale m'a inspiré à rejoindre le programme des Grands Frères [Grandes] Sœurs. De plus, j'ai entamé une demande pour devenir famille d'accueil. »

« Je me sens absolument honorée »

Shauna Gutheil, une résidente de la Saskatchewan et mère de deux enfants, qui vit dans une ferme près de Weyburn, a commencé à fabriquer des masques avec sa machine à coudre sur l'invitation de ses anciens professeurs de l'école secondaire.



▲ Carolyn Ellis embrasse sa mère, Susan Watts, en utilisant le « gant à câlins » que Carolyn et son mari, Andrew, ont créé comme cadeau pour la fête des Mères, à Guelph, en Ontario, le 16 mai 2020. Il consiste en une bâche en plastique à quatre manches, attachée à une corde à linge.

« Pendant cette pandémie, je pense qu'il est très important de donner tout ce qu'on peut. »

SHAUNA GUTHEIL,
qui confectionne des masques

« Je me sens absolument honorée qu'on m'ait tendu la main », a déclaré Shauna. « J'aime aider et j'aime coudre, donc ce n'était pas vraiment difficile pour moi d'accepter. »

Les masques ont été fabriqués suivant une vidéo d'Erica Arndt et comprend deux pièces extérieures en coton, une couche intermédiaire en flanelle et un élastique pour faire le tour des oreilles. Shauna a déjà envoyé 30 masques à l'Ile-à-la-Crosse, dans le nord-ouest de la Saskatchewan, où son ancien professeur travaille maintenant dans le secteur de la santé.

Récemment, Shauna a remplacé la flanelle par un morceau de filtre pour fournaise. Elle prévoit envoyer 60 autres masques à l'Ile-à-la-Crosse d'ici la fin de la semaine, le reste ira chez un médecin à Regina. Comme Shauna combat le virus un masque à la fois, elle encourage les autres à joindre la partie.

« Pendant cette crise, je pense qu'il est très important de donner tout ce qu'on peut, que ce soit un

sourire pour égayer la journée de quelqu'un ou une tâche de couture comme la mienne. »

Travail d'équipe et collaboration

Les dentistes David Stock et Derek Thiessen, de Swift Current (Saskatchewan), ont également participé à l'approvisionnement en masques, mais pas de type artisanal. Le duo a consolidé leurs stocks de masques N95 pour faire face aux urgences dentaires et soulager les hôpitaux.

« Le travail d'équipe et la collaboration avec les autres dentistes de Swift Current la semaine dernière était sans égal! », a déclaré le D^r Stock dans un post sur Facebook. « Aider notre communauté est gratifiant pour nous tous. »

Mais le D^r Stock ne s'est pas arrêté là. Il a appris à utiliser une imprimante 3D pour produire des visières pour les travailleurs de la santé. Des entreprises locales ont proposé d'imprimer des montures

de couleur. Le D^r Stock a cherché à s'approvisionner pour en fabriquer d'autres et a obtenu des réponses d'amis et d'étrangers.

« Je suis très reconnaissant du niveau de soutien des gens de toute la Saskatchewan qui veulent aider à donner des visières pendant cette crise », a-t-il déclaré.

« La compassion les uns pour les autres grandit »

« C'est absolument merveilleux de voir la communauté se rassembler et démontrer son souci pour les gens qui ont très peu », a déclaré Rene McIntyre, pasteur au ministère chrétien Trumpet of Truth à Woodstock, en Ontario.

L'église du Pasteur McIntyre offre une partie de son espace à The Refuge, un centre d'accueil qui fonctionnait autrefois un jour par semaine. Après que les mesures de lutte à la COVID-19 ont conduit à la suspension de certains programmes d'aide pour les personnes vulnérables, le centre a commencé à offrir des services tous les jours de la semaine.

« Beaucoup de personnes de la communauté ont donné de la nourriture, ont préparé des repas et ont donné des fonds pour nous aider à prendre soin des sans-abris au cours de cette pandémie », a déclaré M. McIntyre.

Le Refuge essaie de répondre à la fois aux besoins personnels et pratiques. En plus d'offrir des repas et un service de buanderie, le ministère offre des services de soutien judiciaire, de réconciliation familiale et de mentorat personnel pour surmonter la dépendance et la pauvreté.

« Il y a eu un impact immense sur nos amis qui visitent le refuge pour des soins », a déclaré M. McIntyre. « Nous constatons une transformation de leur caractère. La compassion les uns pour les autres grandit, là où il y avait autrefois de l'animosité et de la haine. »

Pourquoi Vérité et Tradition?

THE
EPOCH
TIMES

VÉRITÉ et TRADITION

Notre but est de vous offrir des informations véridiques grâce à un journalisme honnête, non biaisé et non partisan.

The Epoch Times a vu le jour en Amérique du Nord et s'est épanoui. Fondé dans un simple sous-sol à Atlanta, aux États-Unis, avec peu de moyens financiers et peu d'expérience,

il s'est développé jusqu'à devenir aujourd'hui une entreprise médiatique internationale.

Nous vivons, rédigeons et publions en suivant notre devise « Vérité et Tradition ».

Qu'est-ce que cela signifie?

Vérité représente notre engagement à faire des reportages honnêtes et indépendants. Notre

équipe travaille sans relâche pour rassembler tous les faits pertinents et les présenter de la manière la plus complète possible.

Tradition représente notre engagement à honorer les traditions ancestrales, la sagesse et les valeurs qui ont permis à l'humanité de prospérer et de s'épanouir.

4 sections et 40 pages



Actualités



Opinion



Corps et Esprit



Culture et Tradition

INSCRIVEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI
(ÉDITION ANGLOPHONE SEULEMENT)

ReadEpoch.ca

Voir page 11 pour l'offre spéciale

Appelez au
1-800-766-0157

“

Vous avez restauré notre foi dans le journalisme... Il existe TRÈS peu de publications qui atteignent vos standards.

JOSEPHINE S., ABONNÉE

Vous avez ravivé mon intérêt pour l'actualité! Je ne vous remercierai jamais assez! [...] Si nous pouvions tous voir à travers le regard clair que fournit The Epoch Times, je crois que beaucoup d'esprits changeraient pour le mieux. Je vous remercie!

TIM W., ABONNÉ

Merci pour vos reportages bien articulés et **bien documentés**, et pour les articles toujours intéressants sur la santé et la culture.

DONNA D., ABONNÉE

Je tiens à vous dire combien j'aime votre journal et vos sources d'information. C'est une telle chance qu'il y ait une source médiatique honnête, en ces temps-ci, qui se tient droite et qui livre la vérité. Je serai un abonné à vie, alors merci.

RYAN S., ABONNÉ